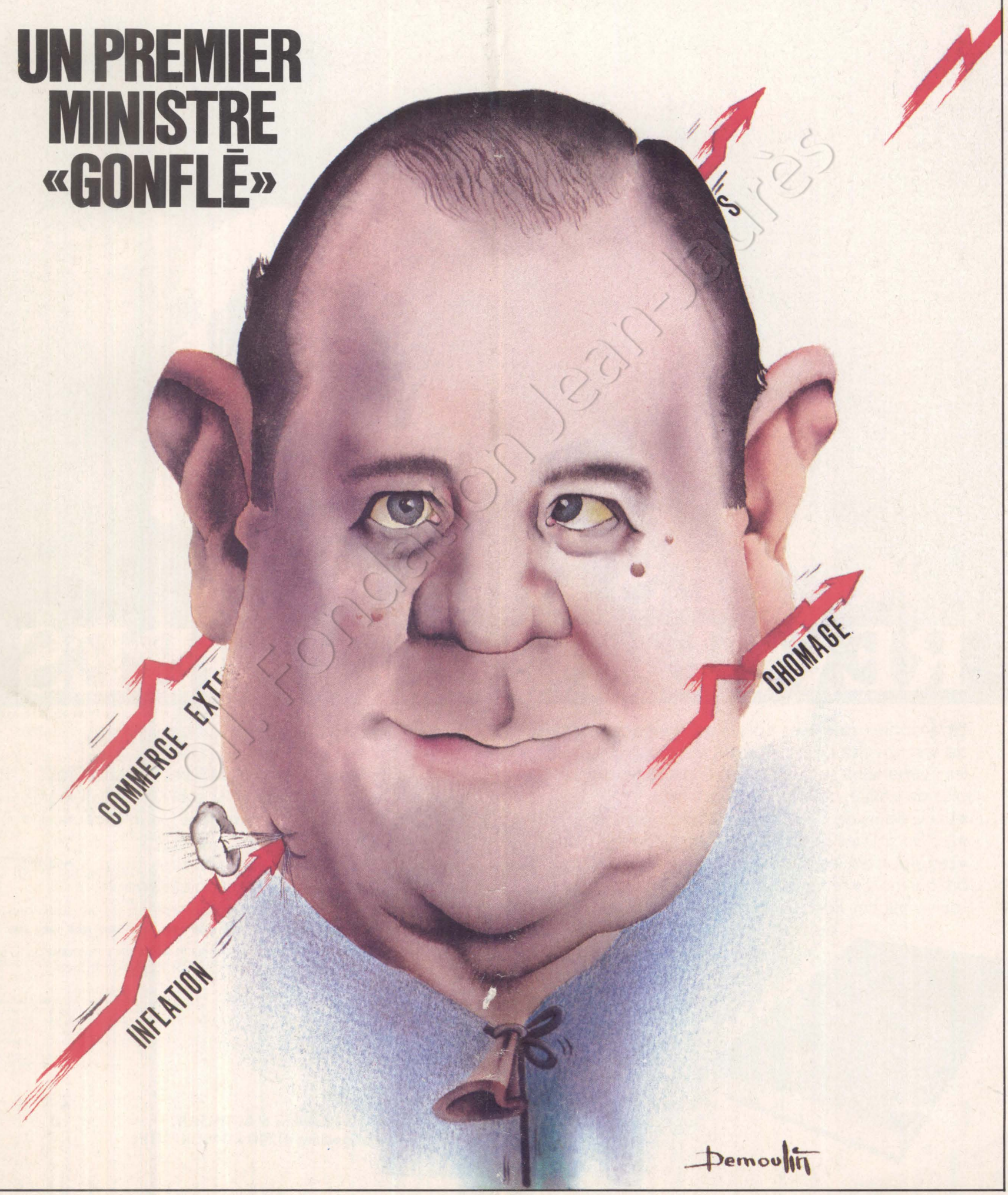
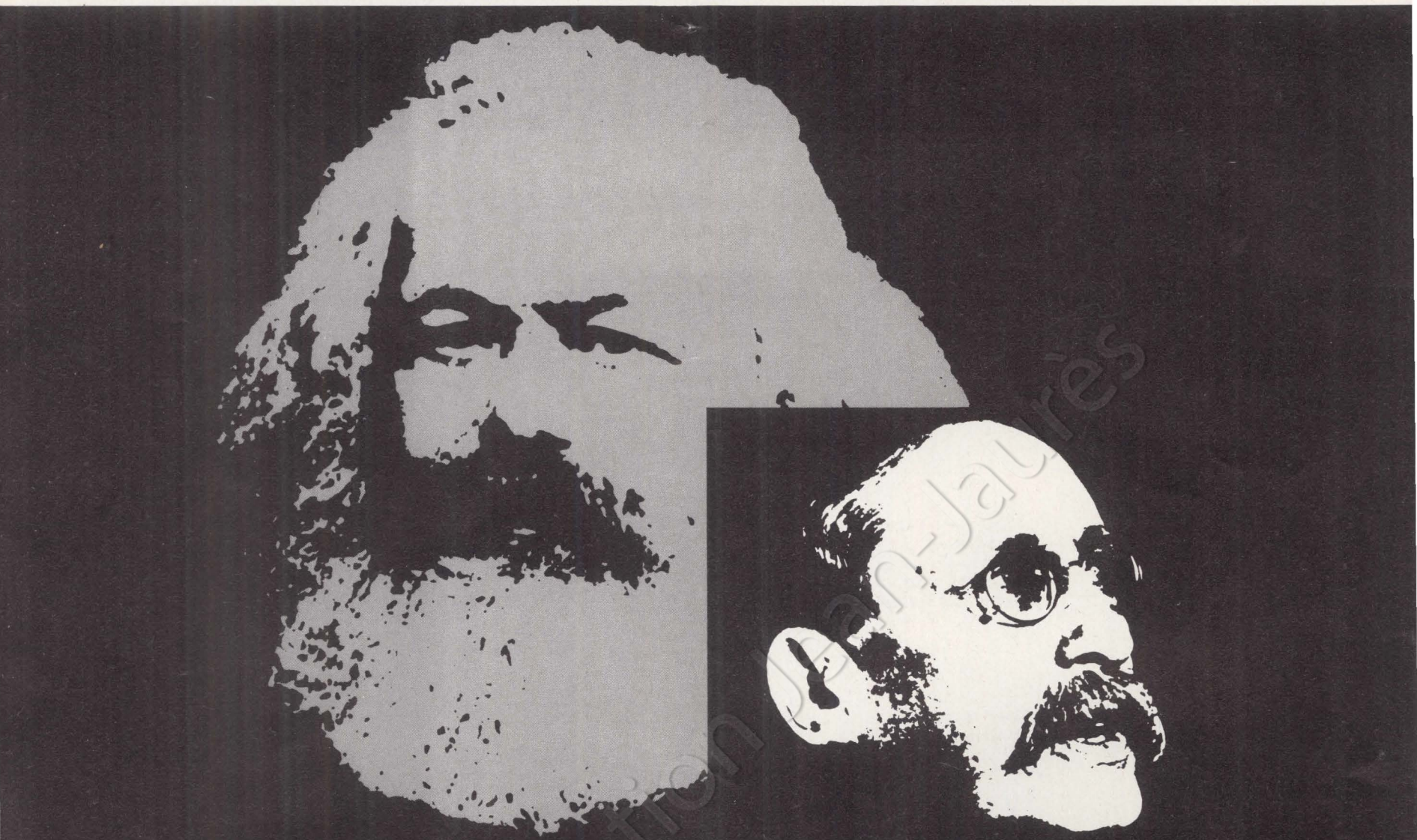
l'unité

N° 292 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 21-27 avril 1978

UN PREMIER MINISTRE «GONFLÉ»



APRES L'HUMANITE EN MARCHE MARTINSART PRESENTE



LES GRANDS REVOLUTIONNAIRES

Biographies, analyses politiques, importants extraits de l'œuvre des géants qui ont contribué à forger les événements, qui ont guidé l'humanité vers plus de justice, de liberté, de bonheur.

- Les Géants de 89 : Danton, Marat, Robespierre...
- Les Socialistes scientifiques : Marx, Engels, Gramcsi.
- Les utopistes, les anarchistes : Fourier, Proudhon, Bakounine... • Femmes et Révolution : Flora Tristan, Louise Michel, Rosa Luxemburg... • Les communistes au pouvoir : Lénine, Trotsky, Tito...
- L'Orient : Gandhi, Ho Chi Minh, Mao Tsé Toung... • L'Amérique Latine : Castro, Che Guevara Salvador Allende... • Les Défenseurs des droits de l'homme : Lincoln, Schoelcher, Luther King... • La justice dans la liberté : Jean Jaurès, Léon Blum, Senghor, Dubcek... et bien d'autres.



Relevons parmi les auteurs : J.P. Biondi, Michel Charzat, J.-Claude Colliard, Régis Debray, Gérard Delfau, Marc Ferro, Abd el Kader Fall, Pierre Guidoni, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Jean Lacouture, Jiri Pelikan, Jean Rous, etc.

Huit volumes magnifiquement illustrés, qui présentent l'histoire et l'actualité d'une manière vivante, engagée, porteuse d'espérance.

Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "Les Grands Révolutionnaires".

Nom Prénom

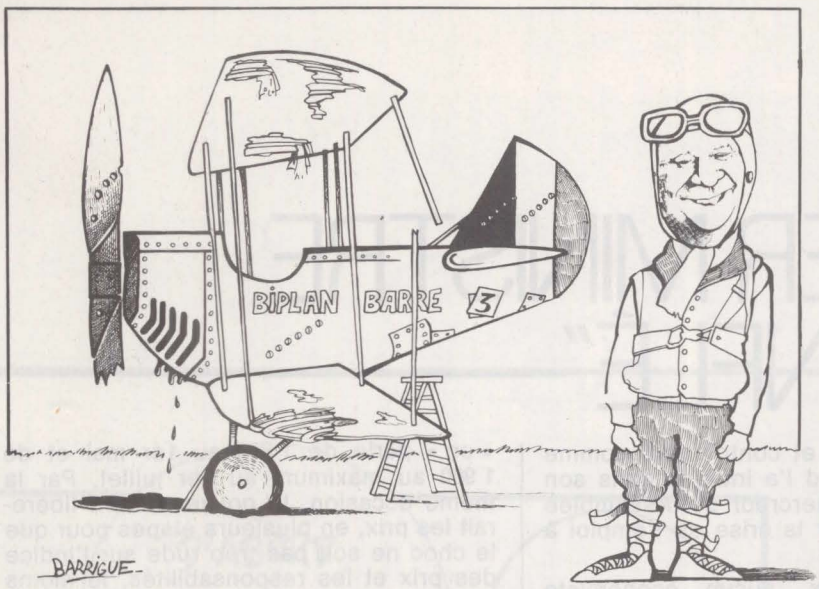
Profession (facultatif)

Adresse complète

Date Signature

A retourner aux : **Editions MARTINSART**
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN

sommaire



France

4

Un Premier ministre « gonflé », par Guy Perrimond

6

P.s. : vraies et fausses questions, par Claude Estier.

7

Marchais et ceux qui dépassent les bornes, par Jean-François Kahn

Monde

10

Espagne : étapes pour une démocratie, par Antoine Blanca

Congrès du P.c.e. : une préparation agitée

12

Les syndicats du silence, par Emmanuèle Plas

17

Nos lecteurs ont la parole

Spectacles

20

Pour un air de sitar, par Joséphine Markovits.

Télévision

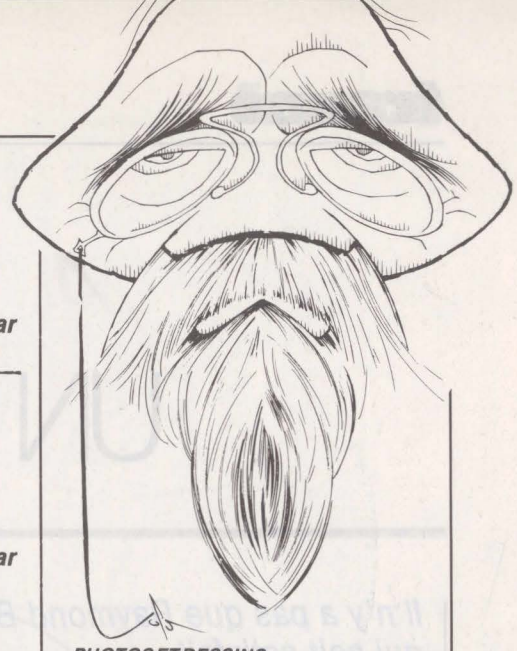
22

Revenez, Monsieur Zola, par Gabrielle Rolin

Cinéma

23

Chronique de l'intolérance, par Serge Richard.



PHOTOS ET DESSINS

Barrigue (page 11), Cagnat (pages 14, 21), Coureuil (page 12), Demoulin (pages 1, 9, 19), Keystone (pages 14, 24), Pym (page 20), Solo (pages 5, 18, 22, 24, 25), Sygma (pages 7, 10, 23), Viva (page 11).



l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Francis Pisani. Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Viollet. Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (150 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

UN PREMIER MINISTRE "GONFLÉ"

Il n'y a pas que Raymond Barre qui soit satisfait.
Les patrons aussi.
Car, si le premier conserve son poste, les seconds conservent beaucoup plus :
leur puissance, leurs bénéfices ;
en un mot, leur société

Certes, il existe dans le patronat quelques inégalités de taille : certains secteurs sont largement bénéficiaires, alors que d'autres sont en pleine récession.

Il en est de même pour les firmes prises individuellement. Et si, en mars, le nombre de faillites s'est accru de 26 % par rapport à février, bon nombre d'industriels, gros ou petits, recommencent à voir l'avenir en rose. La mini-reprise due à la reconstitution des stocks est un des éléments — quoique mineur — de leur satisfaction. A cela viennent s'ajouter pêle-mêle l'éclatement du ministère des Finances, la croissance de la productivité, la faible marge de manœuvre des syndicats.

Toutes choses qui leur font attendre avec une sérénité certaine les « propositions » de Raymond Barre. Car, si ce dernier a indiqué mercredi, lors de la déclaration de politique générale, sa philosophie de l'« ouverture sociale », il faudra attendre le Conseil des ministres du 26 pour connaître ses véritables intentions. A vrai dire, si la suffisance bien connue de Raymond Barre permet de prévoir la forme prise par l'action gouvernementale, les réalités économiques et politiques permettent, sans grand risque d'erreur, de deviner le contenu de cette politique.

Tout d'abord parce que la toile de fond de l'économie française n'a pas été modifiée par les élections : certes, on va assister à une légère reprise ; mais, pour la développer, il faudrait accroître la consommation intérieure, ou exporter davantage.

Barre refuse la première hypothèse — il faudrait alors augmenter les importations — et ne peut pas mettre en œuvre la seconde : le marché mondial est « plat », ce qui limite toute espérance. Quant à croire que, libérés de leurs angoisses « politiques », les patrons vont de nouveau investir, c'est oublier que, compte tenu du taux de croissance actuel, les industriels n'ont aucun besoin de capacité de production supplémentaire. Au mieux, on développera les investissements de productivité. Ce qui aura pour conséquence de limiter un peu plus le marché du travail et contribuera, comme François Mitterrand l'a indiqué dans son intervention de mercredi à l'Assemblée nationale, à porter la crise de l'emploi à son paroxysme.

Quant aux prix, aucun économiste sérieux ne pense qu'ils vont « tenir ». Non seulement il va falloir absorber les hausses des tarifs officiels repoussées par le gouvernement durant les trois premiers mois de l'année — élections obligent —, mais prendre en compte le souhait du patronat de « libérer les prix ». Pour le C.n.p.f., cette revendication est vitale : aux yeux des responsables patronaux, c'est en revenant à la libre concurrence et aux lois du marché que l'on limitera l'inflation... ce qui est pour le moins abusif. Ce qu'espère le patronat grâce à une telle mesure n'a rien à voir avec un frein mis aux hausses de prix. Libérer les prix, comme l'a encore souligné François Mitterrand, c'est se décharger sur les grandes entreprises du soin de les fixer, c'est leur permettre d'améliorer leur trésorerie et leurs bénéfices. Et, par le biais d'une « vérité » de l'ensemble des tarifs « officiels », d'étendre un peu plus le règne de la marchandise, au détriment de la notion de service public.

Le cadre dans lequel peut jouer Raymond Barre est donc tracé. Il affirme vouloir poursuivre le redressement de l'économie. C'est-à-dire éviter toute relance et tout relâchement généralisé des salaires. Sur ce point, Barre III sera équivalent à Barre I et II. Et le « redressement » de l'économie se traduira surtout par une amélioration de la situation du patronat. Car, pour ce qui est du chômage, par exemple, rien n'est prévu pour le limiter.

Puis, compte tenu de l'attente créée par la campagne électorale et du désir du président de la République, il tentera — et ce sera l'essentiel de l'« ouverture sociale » — de négocier des progrès sociaux sectoriels. Sur les bas salaires, par exemple, ceux proches du Smic. Et pour faire accepter aux patrons ces libéralités, il engagera ce qui va nous être présenté comme la grande œuvre du gouvernement, la limitation des contrôles étatiques.

Au total, pour le patronat, ces deux dernières mesures ont quelques avantages. Acceptant une hausse du Smic, il serait en meilleure position pour réclamer et obtenir une révision — à son avantage — des charges sociales, en particulier celles qui sont afférentes à l'indemnisation du chômage. A condition que la croissance du Smic soit faible, peu répercutable, négociable cas par cas. Et, pour faire bonne mesure en même temps qu'une fleur à l'Elysée, la grille des salaires pourrait être repensée, un léger coup de pouce étant donné pour les « manuels ». Le tout dans des limites très étroites : alors que le Smic est aujourd'hui à 1 750 F, « on » parle de 1 800 au 1er mai et de 1 900 au maximum au 1er juillet. Par la même occasion, le gouvernement libérerait les prix, en plusieurs étapes pour que le choc ne soit pas trop rude sur l'indice des prix et les responsabilités, le moins visible possible, ce qui permettrait aux industriels à la fois de rattraper leur sagesse des derniers mois et de compenser les efforts accomplis. Enfin, aux yeux de l'opinion, Barre espère tirer bénéfice d'une limitation du contrôle de l'Etat. Alors que ce dernier n'est pas une organisation autonome, mais un instrument au service d'intérêts précis — la formule devrait être nuancée, mais elle recouvre l'essentiel —, il tentera, lui qui depuis deux ans « fait tourner la machine », de se présenter comme le défenseur de chacun face au monstre froid, collectif en diable, que serait l'Administration.

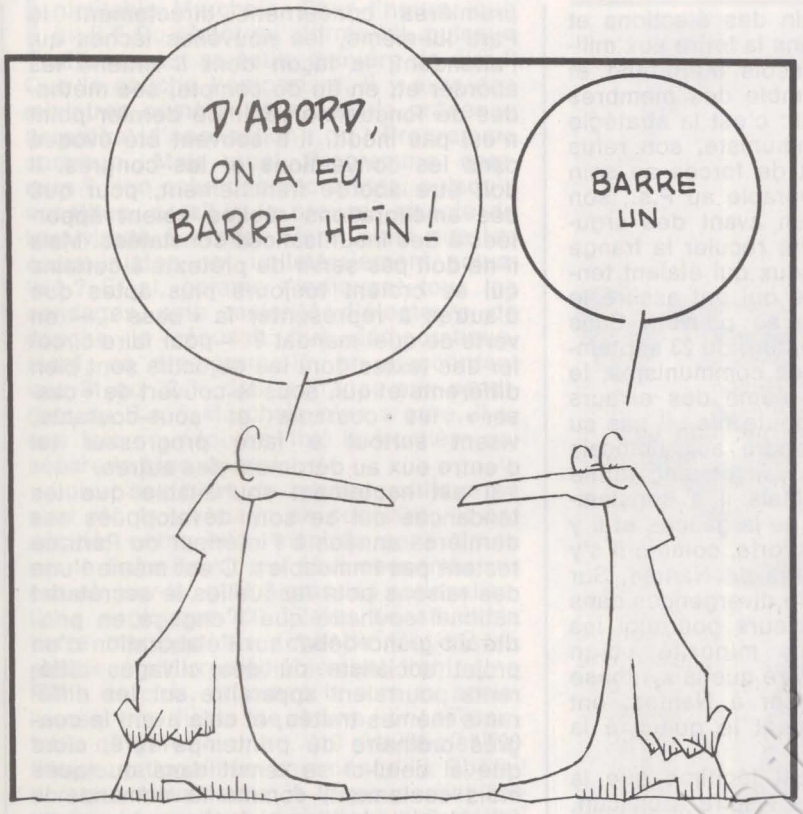
La prudence des syndicats

A vrai dire, rien de tout cela n'est nouveau ni décisif. Les résultats des 12 et 19 mars n'inciteront pas le gouvernement à modifier radicalement sa politique. Cela, tout le monde le sait. Raymond Barre — content de lui à l'ordinaire — doit trouver dans les pourcentages électoraux quelques raisons de suivre une de ses lignes de conduite favorites : n'écouter que lui-même. D'autant qu'il sait disposer d'un sursis : les partis de gauche, dans un premier temps, vont d'abord s'occuper d'eux-mêmes. Pour le P.c., c'est évident. Pour le P.s. aussi, même si les raisons d'une telle attitude sont radicalement différentes. Quant aux syndicats, leur prudence est évidente.

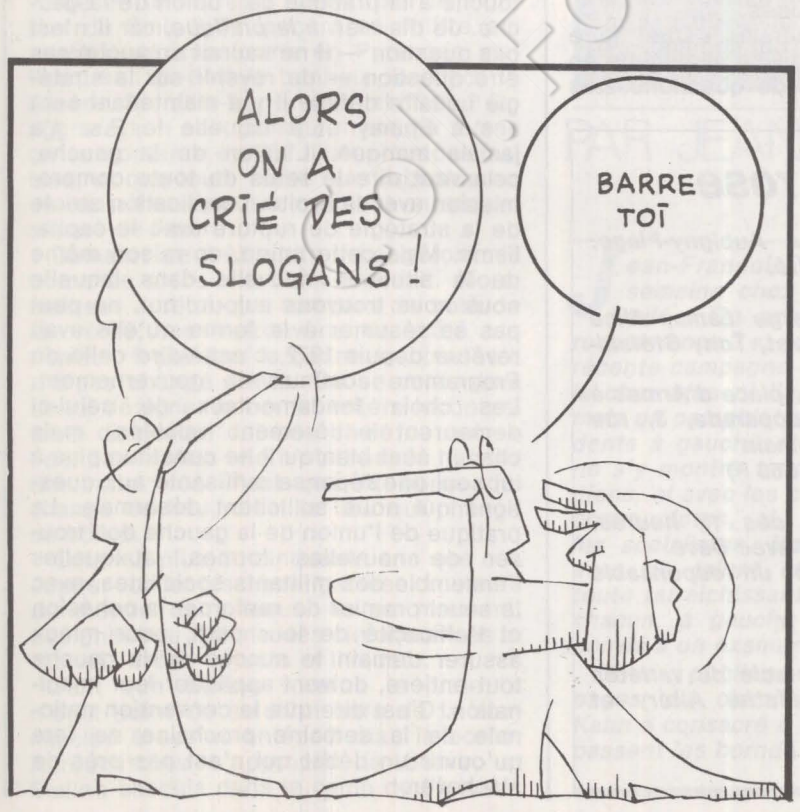
Reste que ces atouts ne dureront pas et qu'aucune des mesures prévues n'est à même de porter remède à la crise. Le patronat français n'étant pas assez fort pour accepter ou promouvoir une politique moderniste, le Premier ministre ne pourra donc pas, même s'il le souhaitait, faire autre chose que du bricolage, du rapiéçage, de l'illusion. Certes, il tentera de négocier, d'aller de compromis en compromis. Mais, comme la marge est étroite, il sait qu'il ne pourra rien vraiment régler. Ni dans un sens ni dans l'autre.

La France va donc reprendre la navigation à vue, le gouvernement — malgré les apparences — devant se contenter d'affirmer quelques bonnes intentions, qu'il est le plus souvent incapable de pousser à leur terme. Et, les choses étant ce qu'elles sont, de faire ce qu'il a toujours fait et qu'il est bien le seul à pouvoir faire, gérer la crise.

GUY PERRIMOND


D'ABORD, ON A EU BARRE HEIN !
BARRE UN


Y EN A QU'ONT APPLAUDI, ON A EU BARRE BIS
BARRE DEUX


ALORS ON A CRIÉ DES SLOGANS !
BARRE TOI


MAIS GISCARD A COMPRIS BARRE TROIS
RÉSULTAT ON NOUS FLANQUE BARRE TER !

P.S.: VRAIES ET FAUSSES QUESTIONS

PAR CLAUDE ESTIER

NOUS voici à une semaine de la convention nationale qui va être pour le Parti socialiste l'occasion de la première grande confrontation depuis les élections de mars. Comme toujours à la veille de la réunion d'une de nos instances dirigeantes, une partie de la presse s'efforce d'accréditer l'idée que le Parti est déchiré par les affrontements entre les courants, que les résultats électoraux ont avivé les tiraillements en son sein, que tel ou tel de ses dirigeants serait mis en cause, alors que tel ou tel autre se préparerait à prendre la relève. Il est question ici d'un nouvel « assaut » du Ceres, là d'une « offensive » des « rocardiens ». Tout cela frise la caricature et n'a qu'un très lointain rapport avec la réalité du Parti.

Un parti dont il faut d'abord souligner qu'il est en bonne santé. Certes, aucun de ses militants ne saurait dissimuler la déception éprouvée le 19 mars, et d'autant plus durement ressentie qu'avait été vif l'espoir de la victoire. Mais cette déception n'a pas fait oublier que le Parti socialiste est le seul à avoir progressé en nombre de suffrages et en pourcentage par rapport aux précédentes élections législatives, qu'il est devenu effectivement le premier parti de France, que c'est à lui et à lui seul que la gauche doit sa progression, qui lui a permis d'être majoritaire en voix au premier tour de scrutin et de dépasser encore 49 % des suffrages au second. A quoi s'ajoute un mouvement constant dans la progression des adhésions au P.s. : après avoir terminé l'année 1977 avec plus de 187 000 adhérents à jour de leur cotisation, nous enregistrions au 31 mars 1978 plus de 141 000 cartes déjà reprises, contre 125 000 à la même date un an plus tôt.

Le Parti socialiste se porte bien. Ce qui ne signifie évidemment pas qu'il soit sans problèmes et même que quelques-uns de ceux-ci n'appellent des solutions urgentes.

Les échos des discussions déjà engagées dans les fédérations et les sections pour la préparation de la convention confirment que ces problèmes se situent à des plans différents. Les uns touchent à l'analyse de l'action du Parti au cours des derniers mois. Les autres tournent autour de la question : que devons-nous faire maintenant ?

Sur l'analyse du passé, les secrétaires fédéraux qui interviendront au cours de la convention nationale, après avoir écouté les avis des militants de leur département, se retrouveront sans doute, à quelques nuances près, d'accord sur celle qui a été présentée par le bureau exécutif du Parti dès le lendemain des élections et qui est développée dans la lettre aux militants signée par François Mitterrand et approuvée par l'ensemble des membres du secrétariat national : c'est la stratégie d'échec du Parti communiste, son refus d'accepter un rapport de forces au sein de la gauche trop favorable au P.s., son insistance à mettre en avant des arguments de nature à faire reculer la frange la plus hésitante de ceux qui étaient tentés de voter à gauche qui ont assuré le maintien de la droite au pouvoir. Sans doute, à partir de la rupture du 23 septembre 1977, voulue par les communistes, le P.s. a-t-il commis lui-même des erreurs d'appréciation. Sans doute n'a-t-il pas su toujours faire comprendre aux Français les perspectives à moyen et long terme qu'il leur proposait. Mais il a constamment voulu la victoire de la gauche et il y a consacré tous ses efforts, comme il s'y était engagé au congrès de Nantes. Sur ce point, il n'y a pas de divergences dans le Parti, et c'est d'ailleurs pourquoi les représentants de la minorité, bien qu'ayant toujours déploré que la synthèse n'ait pas pu se réaliser à Nantes, ont annoncé qu'ils voteraient le quitus à la direction.

A partir de là, il est légitime que la leçon des événements inspire à chacun, pour le présent et pour l'avenir, des conclusions qui ne coïncident pas toujours. C'est l'objet même du débat, dont on trouve d'ailleurs un reflet intéressant dans les nombreuses lettres de militants et de sympathisants que nous publions depuis plusieurs semaines.

L'interrogation générale « Que faire maintenant ? » se subdivise elle-même en au moins deux séries de questions. Les premières concernent directement le Parti lui-même, les nouvelles tâches qui l'attendent, la façon dont il entend les aborder et, en fin de compte, ses méthodes de fonctionnement. Ce dernier point n'est pas inédit. Il a souvent été évoqué dans les conventions et les congrès. Il doit être abordé franchement, pour que des améliorations réelles soient apportées à des insuffisances constatées. Mais il ne doit pas servir de prétexte à certains qui se croient toujours plus aptes que d'autres à représenter la « base » — en vertu de quel mandat ? — pour faire circuler des textes dont les objectifs sont bien différents et qui, sous le couvert de « casser » les courants et sous-courants, visent surtout à faire progresser tel d'entre eux au détriment des autres.

Il est hautement souhaitable que les tendances qui se sont développées ces dernières années à l'intérieur du Parti ne restent pas immuables. C'est même l'une des raisons pour lesquelles le secrétariat national souhaite que s'engage en priorité un grand débat sur l'élaboration d'un projet socialiste où des clivages différents pourraient apparaître sur les différents thèmes traités, et cela avant le congrès ordinaire du printemps 1979, alors que si celui-ci se tenait dans quelques mois seulement, comme le demande la minorité, il risquerait de figer davantage encore la situation actuelle.

La seconde série de questions, que la convention du 29 avril abordera nécessairement, notamment à partir du rapport de Lionel Jospin sur les relations P.s.-P.c., touche à la pratique de l'union de la gauche. Je dis bien *à la pratique,* car il n'est pas question — il ne saurait en aucun cas être question — de revenir sur la stratégie unitaire définie il y a maintenant sept ans à Epinay et à laquelle le P.s. n'a jamais manqué. L'union de la gauche, cela veut dire le refus de toute compromission avec la droite, l'application stricte de la stratégie de rupture avec le capitalisme. Mais cette union, en raison même de la situation nouvelle dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, ne peut pas se résumer à la forme qu'elle avait revêtue depuis 1972, c'est-à-dire celle du Programme commun de gouvernement. Les choix fondamentaux de celui-ci demeurent entièrement valables, mais chacun sent bien qu'il ne constitue plus à lui seul une réponse suffisante aux questions qui nous sollicitent désormais. La pratique de l'union de la gauche doit trouver de nouvelles formes, auxquelles l'ensemble des militants socialistes, avec le souci premier de renforcer la cohésion et l'efficacité de leur parti, pour mieux assurer demain le succès de la gauche tout entière, doivent appliquer leur imagination. C'est dire que la convention nationale de la semaine prochaine ne fera qu'ouvrir un débat qui n'est pas près de s'achever.

Fête de la rose

dans le Douaisis, à Aubigny-Plage, sous chapiteau chauffé.

Samedi 29 avril : Serge Lama, Alice Dona, les frères Jolivet, Tony Stéfanidis.
(Location chez Moog, place d'Armes à Douai, et ches Discoparade, 3, rue Suzanne-Lannoy à Somain
Prix des places : 35 et 50 F)

Dimanche 30 avril : dès 15 heures, spectacle de variétés avec Dave.
Meeting politique avec un responsable national du P.s.
Entrée de la fête : 10 F.

Lundi 1er mai : spectacle de variétés avec Lucien Lupi, Mathé Altéry et Dany Laury.
Entrée de la fête : 10 F.

MARCHAIS ET CEUX QUI PASSENT LES BORNES

Inimitable Marchais. Pour l'heure, que dit-il ? Ou plutôt qu'affirme-t-il, puisque affirmer est sa seule manière de dire ? Que la gauche l'emportant, il y aura des ministres communistes dont la présence garantira l'application du Programme commun. Mais quel Programme commun ? Non celui des socialistes, puisqu'il constitue, paraît-il, la preuve vivante de leur virage à droite. Alors, celui que les communistes ont unilatéralement actualisé ? Et si, comme l'indiquent tous les sondages, une majorité d'électeurs de gauche le récusait fort démocratiquement, ce programme-là, en n'accordant que 21 ou 22 % des suffrages aux candidats du P.c. ? Marchais n'en a cure. Il a, une fois pour toutes, fixé la frontière qui sépare le bien du mal.

Lui et ses pairs du bureau politique se sont réunis un matin en conclave, et ont décidé, entre eux, inspirés sans doute par le Saint-Esprit qui était descendu sur eux ce jour-là, qu'à 9 grandes nationalisations englobant 700 filiales se situait la barre magique en deçà de laquelle le peuple était irrémédiablement trahi. Une filiale de plus, on ouvre la voie au socialisme ; une filiale de moins, on se contente de gérer la crise. A 9 groupes et 700 filiales nationalisés commence la libération des travailleurs. A 9 groupes et 350 filiales se perpétue la politique d'austérité et d'exploitation.

Un petit groupe d'hommes cooptés se sont donc arrogé le privilège fantastique de fixer, au gré de leurs intérêts stratégiques, la borne qui marque la limite de la vérité et de l'erreur. Faut-il fixer le montant du Smic ? Ils lancent un chiffre qui aussitôt se transforme en Pyrénées statistiques : au-delà le bonheur, en deçà la misère. Se rallie-t-on à leurs chiffres ? On aggrave son cas, puisqu'en même temps on se contente de 350 filiales nationalisables, et que toute vérité étant absolue on ne saurait en épouser une tout en restant séparé de l'autre.

Demain peut-être ils changeront la borne de place : ils l'ont déjà fait. Alors, malheur à celui qui, campant du côté de la vérité, se retrouvera du côté de l'erreur. Il plaidera la bonne foi, puisqu'il n'a pas changé d'avis. On se contentera de lui désigner la borne, critère incontestable de ce qui est bon et de ce qui ne l'est pas. « Mais elle n'était pas là hier ? » Calomnie : ce n'est pas la borne qui change de lieu, c'est le lieu qui change de borne.

Cela fait plus de cinquante ans que ces Jupiter collectifs, infatigables créateurs du monde dans lequel ils se meuvent, désignent au rythme des circonstances le réel et l'irréel, le juste et l'injuste.

Tant que Staline incarna le juste, il n'était point de solution hors de la soumission à ses volontés. Il était la borne, Khrouchtchev s'appropria la borne, et Staline bascula dans le camp de l'injuste.



PAR JEAN-FRANÇOIS KAHN

Jean-François Kahn publie cette semaine chez Grasset un livre intitulé « On prend les mêmes et on recommence ? », que lui a inspiré la récente campagne électorale. Ce n'est ni la chronique ni l'histoire d'une élection, mais un pamphlet qui va faire grincer des dents à gauche et à droite, car l'auteur ne s'y montre tendre ni avec les giscardiens, ni avec les chiraquiens, ni avec les communistes, ni, disons-le aussi, avec les socialistes. Mais son livre est écrit avec un talent et un humour somme toute rafraîchissants en cette période où chacun, à gauche particulièrement, est convié à un examen de conscience.

Nous publions ci-contre quelques pages du chapitre que Jean-François Kahn a consacré à « Marchais et ceux qui passent les bornes ».

Il n'était plus alors de réalité possible qui ne s'émancipât de son souvenir.

Longtemps la borne idéologique s'intitula « dictature du prolétariat ». Concept absurde en vertu duquel la simple acquisition d'une connaissance universitaire vous rejetait dans le camp des dominés, le destin seul, pourvu qu'il vous fût contraire, vous conférant le statut de dominateur. Ce concept n'en fut pas moins sanctifié tant qu'il resta la borne : au-delà s'ouvraient largement les portes du socialisme, en deçà commençait la trahison sociale-démocrate. Un beau matin, on apprit que cette borne avait été nuitamment désaffectée. Mais d'autres se dressaient déjà qui marquaient sans nuance que l'on était bon ou mauvais selon que l'on se situait en deçà ou au-delà.

Car on n'attendrit pas ces implacables motards de la route. Inutile de prétendre que l'on n'a pas vu la ligne jaune, et que c'est tout à fait par hasard qu'on l'a franchie. Pour eux il n'y a jamais de hasard. Celui qui a dépassé la ligne — celle qu'ils ont unilatéralement tracée — le fait toujours en fonction d'une volonté de nuire ; et, comme il n'est pas d'individu qui ne soit la partie d'un tout, chaque passage individuel de la frontière séparant le bien du mal s'intègre à une vaste tentative collective pour abolir cette frontière et constitue donc l'élément d'un complot au service des puissances occultes que cette frontière dérange.

Ils disent : là est la borne. Et si vous demandez : mais pourquoi là ? vous vous faites automatiquement le complice de tous ceux qui passent les bornes.

C'est ainsi qu'à 700 filiales nationalisables vous êtes un allié objectif des travailleurs, mais qu'à 350 vous êtes un instrument tout aussi objectif du grand capital.

Et aujourd'hui la borne en fonction de laquelle vous êtes ou vous n'êtes pas un partisan du changement véritable, c'est *le Programme-commun-bien-actualisé*, entendez actualisé par les communistes, compte tenu de leurs intérêts stratégiques. Ne pas faire sienne cette actualisation-là d'un programme qui fut commun, c'est, de toute évidence, servir les sombres desseins du président Giscard d'Estaing.

Certes, au mieux 22 % des électeurs adhèrent à cette thèse. Mais le réel n'est-il pas le plus souvent en avance sur la conscience que le peuple en a ? La vérité doit-elle être tributaire de la volonté mystifiée et éphémère de citoyens mal informés ? Le soleil cesse-t-il d'être le soleil parce que le temps d'une éclipse ses rayons bienfaisants n'apparaissent plus ?

Et nous voilà tout à coup au cœur de la question qui brûle les lèvres : le Parti communiste résisterait-il à une redécouverte, par ses propres chercheurs, des lois de la relativité ? S'il cesse d'être le distributeur exclusif des réalités qu'il interprète et commente, s'il admet l'ampleur du no →

man's land qui sépare la vérité absolue et l'erreur absolue, ne cesse-t-il pas d'être cet organisme qui ne ressemble à aucun autre, et qui s'appelle un Parti communiste

Peut-il survivre et renoncer à être le détenteur unique de la borne qui fixe les limites du manichéisme mobilisateur ? Peut-il combattre sans faire semblant de haïr et dénoncer sans exclure l'autre du bénéfice du doute ?

Qu'il abandonne sa prétention à être le parti-peuple-élu porteur de la loi, ou plutôt de la théorie qui permet de dire la loi, au point que, quoi qu'il fasse — adorer le veau d'or ou sombrer dans la luxure —, il retrouve toujours le chemin de la terre promise, qu'il renonce à être cette tribu prédestinée à qui fut révélé le dogme, ne risque-t-il pas, alors, en abandonnant sa façon d'être différent, de perdre tout simplement sa raison d'être ?

Dépositaire du Saint-Graal

Autrement dit, alors qu'il feint de défendre les intérêts de ceux dont il se dit le mandataire, le Parti communiste ne se préoccupe-t-il pas exclusivement de se survivre en tant que parti dépositaire du saint Graal, ce qui d'ailleurs pour lui, qui confond volontiers la classe et le parti qui parle au nom de la classe, revient à peu près au même.

Car c'est bien dans une lutte difficile et âpre pour l'existence qu'il est désormais engagé.

Longtemps il fut presque à lui tout seul ce qui n'était ni la droite ni la compromission avec la droite. Il détenait l'unique clef qui ouvrait les portes du socialisme réel. Il était l'heureux et exclusif propriétaire de la boussole infaillible qui indiquait le bon chemin vers la société sans classes, ainsi que des vieux parchemins où était consignée la formule magique permettant de déchiffrer les signes annonciateurs de l'avenir.

Il révulsait ou irritait, mais on le respectait. Il impressionnait souvent, il fascinait toujours. Même ceux qui le désignaient comme le démon signifiaient par là qu'il était doué d'étranges et fabuleux pouvoirs. Quant aux autres qui s'en émancipaient après en avoir été, ils continuaient à être envoûtés par ce fluide étrange qui émanait de lui, au point de se livrer, pour s'en libérer totalement, à d'autres diables ou à d'autres anges.

Il n'était pas seulement le premier parti de France et le plus important parti de gauche : il était le Parti, il était la Gauche.

Jusqu'au jour où il se révéla — ce ne fut pas le même jour pour tout le monde — que la boussole devenue folle n'indiquait plus qu'un nord imaginaire, que les parchemins étaient avec le temps devenus illisibles, que la clef déformée par la rouille n'ouvrait plus la bonne porte, et que d'ailleurs cette porte ne donnait pas sur ce que l'on croyait.

Et en même temps, parce qu'il n'avait pas, assez vite, fait réparer sa boussole, jeté au feu ses vieux parchemins et échangé son antique clef qui n'ouvrait plus rien contre un moderne passe-partout adaptable à d'autres serrures, il vit croître tout autour de lui, et sur le même terrain que lui, de jeunes pousses qui peu à peu grandirent, lui disputèrent la place et prospéraient sur l'humus de son désarroi.

D'abord, il ne fut plus le premier parti de France. Ensuite, il ne fut plus le premier parti de gauche.

Alors il commença à s'interroger sur sa destinée en tant que parti.

Privé de sa boussole, de sa clef, de ses parchemins, condamné à n'être plus « Le » Parti dans la mesure où il en était apparu d'autres qui lui disputaient ce monopole, que lui restait-il ? Sa *spécificité*.

Lui seul pouvait encore mobiliser les foules, lui seul avait la capacité de lancer dans la bataille 500 000 militants parlant d'une seule voix et marchant du même pas, lui seul était solidement implanté dans la masse ouvrière, organisé dans l'entreprise, présent à l'usine, lui seul bénéficiait du renfort massif que lui apportait un syndicat de 3 millions de membres.

Le plomb en or

Lui seul donc, faute de détenir toujours la pierre philosophale capable de transformer le plomb de l'erreur en or de la vérité, possédait les moyens physiques d'imposer ce qu'il lui était utile de déclarer vrai.

Lui seul, surtout, conservait le droit d'exprimer ce qu'à travers lui la classe ouvrière jugeait être ou n'être pas son intérêt.

En un mot, il demeurait un parti pas comme les autres, le parti des travailleurs. Et il devait coûte que coûte le rester.

La victoire de la gauche ? Certes, mais pas au prix d'une perte d'identité. La défaite de la droite ? Sans doute, mais d'abord le sauvetage du Parti...

... Au nom de cet objectif prioritaire — éviter le naufrage du Parti dont l'être se confond avec la raison d'être —, tous les moyens sont acceptables.

Tous ? C'est-à-dire la démolition systématique de l'allié devenu adversaire principal dès lors qu'il prétend au partage des exclusivités. De même qu'aux yeux de Staline la trahison de Trotsky éclata et se révéla rétroactive à partir du jour où il se posa en concurrent, de même la trahison de Mitterrand était inscrite dans sa volonté de reconquérir les terres laissées en jachère par la social-démocratie.

Et la machine se met en route

C'est parce que le premier secrétaire du P.s. mord à gauche qu'il vire à droite. C'est parce qu'il commence à toucher la sensibilité des ouvriers qu'il trahit la classe ouvrière. Elémentaire, mon cher Watson ! Le seul bon socialiste est le socialiste faible. Le seul allié dont les travailleurs n'ont pas à se méfier est celui qui ne pénètre pas dans les usines. Donc il faut en finir, faire sauter l'obstacle, détruire le gêneur. Comment ? En ternissant son image, en cassant son discours, en le démystifiant...

Et la machine se met en marche. Le président de la République s'est déclaré partisan d'un élargissement de l'actuelle majorité en direction des socialistes ? Mitterrand ne peut qu'être implicitement complice des projets que Giscard d'Estaing caresse à son endroit. Oh, merveilleuse souplesse de l'implicite ! On a vu un socia-

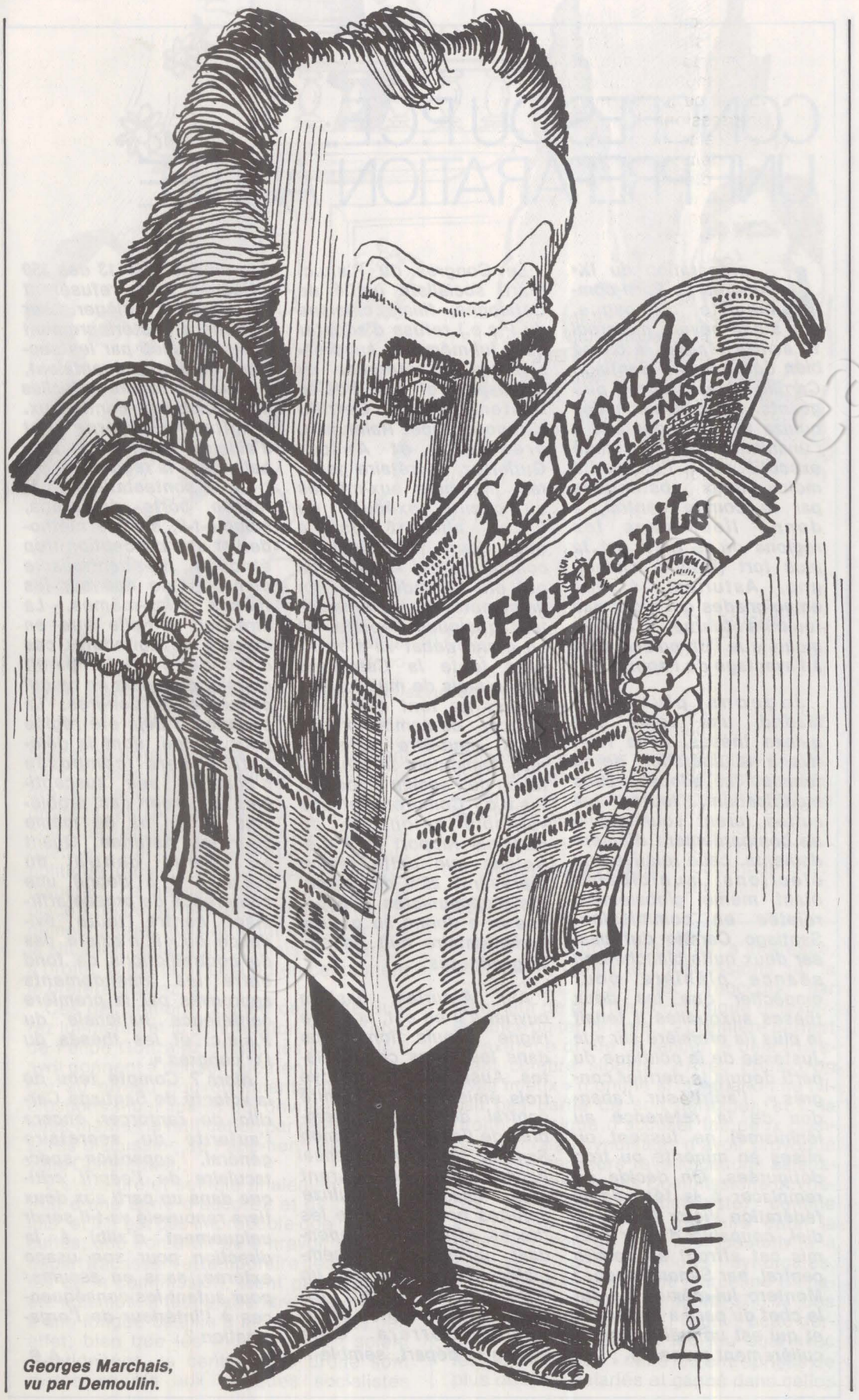
Elleinstein et les autres

« L'Humanité » continue à publier chaque jour, sous le titre « le Débat démocratique dans le Parti », des interviews de secrétaires fédéraux et des articles de permanents répondant indirectement à des questions qui sont posées ailleurs. De l'ensemble de ces réponses il apparaît que, face à la contestation qui se développe parmi les militants, la direction du P.c.f. s'apprête à jeter un peu de lest sur les critiques ponctuelles touchant à tel ou tel aspect de l'argumentation développée au cours de la campagne électorale.

Il est, en revanche, évident que le bureau politique, qui continue à affirmer catégoriquement que le P.c.f. n'a aucune responsabilité dans l'échec de la gauche, n'entend pas prendre en considération la contestation « historique » contenue notamment dans les trois articles que Jean Elleinstein a publiés dans « le Monde ». Ouvrir le débat sur ce plan équivaudrait non seulement à condamner enfin (ce qui n'a jamais été fait) le passé stalinien du Parti, mais à remettre en cause tout l'héritage qui en découle quant au fonctionnement du Parti, à la conception de son propre rôle dans la société française, à son comportement à l'égard du système soviétique, etc.

Il se peut que quelques dirigeants au niveau le plus élevé ne soient pas loin de penser comme Elleinstein. Ce n'est en tout cas pas ce qui ressert de l'article de Laurent Salini dans « l'Humanité » de mercredi, qui est une réponse indirecte mais transparente à l'historien.

A.V.



Georges Marchais, vu par Demoulin.

liste déjeuner à la même table qu'un député centriste ? Collusion ! M. Barre a, dans son discours, repris à son compte un propos de M. Rocard ? Collusion ! Un radical de gauche est membre d'un club auquel adhèrent également des députés R.p.r. ? Collusion ! Les socialistes français maintiennent des contacts avec les sociaux-démocrates allemands, qui ont eux-mêmes de bonnes relations avec le président Giscard d'Estaing ? Collusion !...

... S'il se trouve, dans la majorité, des gens pour souhaiter que Mitterrand s'adonne au vice, c'est que Mitterrand porte le vice en lui. La preuve : un journal de droite a publié quelques lignes qui n'étaient point totalement hostiles au leader socialiste. N'est-ce pas un aveu ? Certes, il s'agissait d'un fait exceptionnel, car ce même journal crible à longueurs de pages Mitterrand de critiques et de sarcasmes. Mais pour le Parti communiste ce n'est pas l'exception qui confirme la règle, c'est la règle apparente qui n'est qu'un camouflage de l'exception. Sans doute ce journal de droite a-t-il également vanté la cohérence des thèses communistes opposées par lui à l'incohérence des thèses socialistes. Mais il ne faisait, en cela, que témoigner d'une certaine lucidité, et « l'Humanité » a d'ailleurs largement fait état de ce commentaire pour en tirer gloire.

Plus la moindre cicatrice

Car, lorsque M. Servan-Schreiber rend hommage à telle prise de position de François Mitterrand, il dévoile le pot aux roses : inspirerait-on de tels compliments si l'on ne faisait pas tout pour les mériter ? Quand, en revanche, Chirac encense Georges Marchais et se sert de ses déclarations pour accabler le premier secrétaire du P.s., il se livre à une misérable diversion qui ne prête pas à conséquence.

Et ainsi de suite : si le P.s. fait une concession au P.c., il se contredit dans un but inavouable. Si le P.c., en revanche, assouplit ponctuellement sa position, il donne une preuve de sa passion unitaire. Les communistes ne gardent plus la moindre cicatrice de leur stalinisme d'autrefois, mais les socialistes portent, eux, encore tous les stigmates de leur trahison d'antan. Que Marchais aille tenir meeting à Lille, bastion socialiste, quoi de plus normal ? Que Mitterrand décide d'aller se promener à pied dans le 20e arrondissement de Paris, fief communiste, il se livre à une agression caractérisée. Rencontrer Cunhal ou Kadar est pour Marchais un devoir de solidarité prolétarienne. Conférer avec Willy Brandt est en revanche le signe des velléités antinationales de François Mitterrand. Il serait infâme de déclarer le premier complice de la répression en Union soviétique ; mais il est juste de rendre le second solidaire de l'austérité en Grande-Bretagne et de l'intolérance en Allemagne fédérale. J.-F.K.

ESPAGNE: LA CONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE CONTINUE

LA politique espagnole connaît un mois d'avril agité. Le 5 et le 6, les regards se tournaient vers les Cortes siégeant en session plénière pour entendre M. Adolfo Suarez, président du gouvernement, répondre enfin à la demande d'explications formulée le 1er mars par les parlementaires. Elle faisait suite à la crise ouverte par la démission du vice-président à l'Économie, le professeur Enrique Fuentes Quintana, et au remaniement qui suivit.

Coïncidence, mais fait significatif, ce même 5 avril qui voyait le chef du gouvernement rompre avec une période de six mois de silence, la grève lancée à l'échelle européenne contre le chômage était massivement suivie dans tout le pays, qui se trouva paralysé pendant une heure.

Le week-end suivant, la célèbre station balnéaire de Torremolinos accueillait le quatrième et dernier congrès du Parti socialiste populaire, le P.s.p. de Tierno Galvan. Les délégués devaient y approuver massivement le principe de la fusion avec le Psoe. La cérémonie unitaire aura lieu le 30 avril à Madrid, et tous les leaders du socialisme européen ont été invités à venir donner leur bénédiction.

L'ouverture, mercredi 19 avril, du IXe congrès du Parti communiste d'Espagne est elle-même symbolique des pas en avant décisifs accomplis dans le sens de la démocratie (voir encadré). Il y a à peine un an, profitant de la trêve pascale et prenant tous les Espagnols et l'armée par surprise, Adolfo Suarez légalisait le P.c.e., qui pouvait ainsi participer normalement aux élections du 15 juin.

Carrillo préfère Suarez

On sait que Santiago Carrillo n'a cessé de démontrer, depuis, qu'il avait apprécié le geste. En lâchant tout de suite, devant la presse, la bombe de la reconnaissance par les communistes du drapeau sang et or de la monarchie et en apportant au président du gouvernement un appui constant et efficace. C'est que Suarez ne s'est pas contenté de légaliser le P.c.e. : il a, de fait, refusé à quelque parti que ce soit le droit à s'intituler « communiste ». Ainsi le P.c.e. (internationaliste) a dû changer son nom en Parti du Travail (P.t.e.) pour être officiellement accepté, et le pro-soviétique P.c.o.e. de Lister attend toujours au guichet. Les socialistes eurent droit à un traitement exactement inverse.

Mais il va de soi que Carrillo avance des raisons plus profondes à ce soutien critique à Suarez. Alors que les sondages donnaient la popularité de ce dernier en baisse sensible, le secrétaire général du P.c.e. déclarait à l'hebdomadaire « Cambio 16 » : « ... Je crois qu'il serait erroné de penser que ce sondage va demeurer stable. Suarez peut récupérer rapidement si le peuple comprend que ce qui se passe est le fruit d'une pression de la droite... Le fait que

CONGRES DU P.C.E.: UNE PREPARATION AGITEE

La préparation du IXe congrès du Parti communiste d'Espagne, qui s'est ouvert mercredi 19 avril à Madrid, a causé bien des tracas à Santiago Carrillo et aux autres dirigeants. La discussion des quinze thèses, adoptées à l'unanimité par le comité exécutif et à l'unanimité moins deux abstentions par le comité central, a donné lieu, dans les régions où le parti est le plus fort (Madrid, Catalogne, Asturies), à des empoignades qui n'ont pas toujours tourné, c'est le moins que l'on puisse dire, à l'avantage de l'appareil.

Jugeons plutôt : à Madrid, une seule des quinze thèses, celle relative à la libération de la femme, fut adoptée sans modification ; toutes les autres furent soumises à un bombardement d'amendements, celle relative aux élections municipales étant même globalement rejetée en commission. Santiago Carrillo dut passer deux nuits blanches en séance plénière pour empêcher que les deux thèses auxquelles il tenait le plus (la première sur « la Justesse de la politique du parti depuis le dernier congrès », l'autre sur l'abandon de la référence au léninisme) ne fussent ou mises en minorité ou trop défigurées. On décida de remplacer à la tête de la fédération Victor Diaz Cardiel, coupable d'avoir permis cet affront au comité central, par Simon Sanchez Montero lui-même, qui fut le chef du parti à l'intérieur et qui est un militant particulièrement respecté.

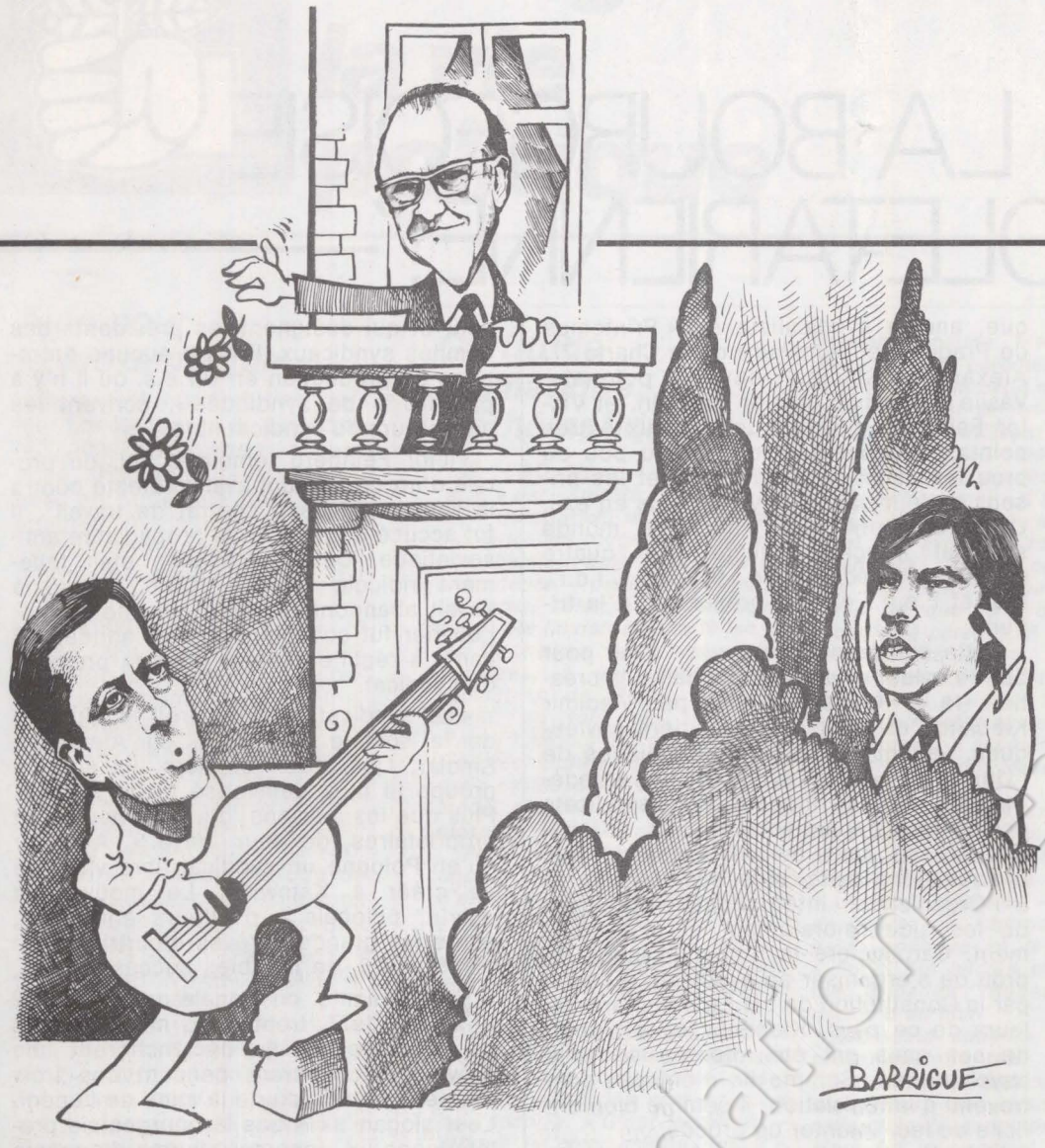
Le Congrès du P.s.u.c. (Parti socialiste unifié de Catalogne, filiale catalane du P.c.e.) refusa d'adopter pour lui-même la suppression de la référence au léninisme, et les fidèles lieutenants de Carrillo (Gregorio Lopez Raimundo, président, et Antoni Gutierrez, secrétaire général), membres eux-mêmes du comité exécutif du P.c.e., allèrent jusqu'à offrir leur démission au comité central catalan. Ils ont été reconduits en fin de compte. Il y a eu malgré tout quelques départs, et un grand débat va s'ouvrir dans toute la Catalogne dès le mois de mai. Ici, les choses ne font que commencer : de nombreux militants, peut-être majoritaires, demandant la réhabilitation de l'ancien leader du P.s.u.c., Comorera, et une véritable autonomie du parti par rapport au P.c.e. Notons que cette région représente 25% des effectifs communistes d'Espagne et a donné au groupe parlementaire huit de ses vingt députés.

Aux Asturies, bastion ouvrier s'il en est, la fièvre règne depuis longtemps dans les rangs communistes. Aussi avait-on envoyé trois émissaires du comité central dont deux membres de l'exécutif — Simon Sanchez Montero et Manuel Azcarate — qui eurent droit, chacun, à quinze minutes pour défendre les thèses officielles ; cependant, un traitement semblable fut refusé à un membre asturien du comité central, José Ramon Herrera. Cela motiva le départ, semble-t-il spontané, de 113 des 350 délégués, qui refusèrent de continuer à siéger. Leur attitude a postérieurement été approuvée par les sections qu'ils représentaient, ce qui va rendre difficiles des sanctions contre eux. L'agitation interne est d'ailleurs repartie de plus belle dans la région.

Cette contestation généralisée porte davantage, semble-t-il, sur les méthodes et une conception trop étriquée du centralisme démocratique que sur les thèses elles-mêmes. La direction va-t-elle être en mesure de surmonter ces difficultés ? Cela paraît certain, du moins en ce qui concerne le congrès. La situation a déjà été réglée pour Madrid, dont la délégation sera composée d'hommes peu susceptibles de créer des problèmes ; il en ira de même pour les Asturies. Quant au comité central du P.s.u.c., il a donné une conférence de presse affirmant contre toute évidence qu'« il n'existe pas de contradictions de fond entre les amendements approuvés par la première conférence nationale du P.s.u.c. et les thèses du IXe congrès ».

Alors ? Compte tenu de la volonté de Santiago Carrillo de renforcer encore l'autorité du secrétaire général, l'apparition spectaculaire de l'esprit critique dans un parti aux deux tiers renouvelé va-t-il servir uniquement d'alibi à la direction pour son usage externe, sans en assumer pour autant les conséquences à l'intérieur de l'organisation ?

A.B.



Adolfo Suarez, Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez vus par Barrigue.

Suarez se trouve à la tête du gouvernement peut donner l'impression qu'il incarne la droite quand, en réalité, il n'est pas la droite. C'est un homme qui conduit une politique, en dépit de quelques inconséquences, qui représente un consensus politique réclamé par le pays. Si Suarez disparaît, ce ne sera pas pour laisser la place à un gouvernement de concentration démocratique, mais au contraire pour que la situation espagnole connaisse un virage à droite. C'est pour cela qu'en ce moment je préfère Suarez. »

Ces déclarations comme celles de Suarez lui-même et la pondération du discours de Felipe Gonzalez devant les Cortes le 6 avril donnent à penser que rien ne va changer au niveau gouvernemental jusqu'aux élections municipales qui devraient suivre elles-mêmes la ratification par référendum, après discussion au Parlement, de la nouvelle Constitution.

L'avant-projet semble finalement être le fruit d'une série d'accords et de compromis, et il n'est pas improbable que les difficultés, que l'on avait pu entrevoir après le départ fracassant et temporaire des socialistes de la commission, aient partiellement été aplanies. Il faut s'attendre, cependant, à une longue bataille d'amendements : en effet, bien que les « nationalités » soient mentionnées, le centre et la droite sont restés sourds aux critiques socialistes concernant la place faite à l'Eglise catholique et aux écoles confessionnelles, comme à la reconnaissance du « droit de lock-out » au patronat.

L'ampleur de la crise

Mais le peuple espagnol s'intéresse, semble-t-il, moins aux discussions sur la Constitution qu'il n'est préoccupé par l'ampleur de la crise économique et la persistance du terrorisme. La première permet à l'extrême droite de lancer le déjà tristement célèbre slogan : « Avec Franco on vivait mieux » (comme si la situation ne faisait pas partie de son héritage), et à la droite classique d'accuser les deux grandes centrales syndicales d'avoir provoqué l'inflation par leurs revendications salariales. D'autant que les Commissions ouvrières (d'influence communiste) comme l'U.g.t. (socialiste) ont pu faire enfin la démonstration de leur représentativité à l'occasion des élections syndicales. L'organisation que dirige Marcelino Camacho compte jusqu'à présent 37,8 % des délégués contre 31 % à l'U.g.t. ; cette dernière ayant cependant fait jeu égal avec les « Comisiones » dans les entreprises de plus de mille salariés et gagné dans celles supérieures à cinq mille. Notons toutefois qu'une grande partie de la population active n'était pas appelée à voter (salariés agricoles, fonctionnaires, etc.), ce qui limite la valeur de test de ces élections.

Et maintenant les municipales

Quant aux terroristes, s'ils ne peuvent plus développer une activité intense, ils n'ont pas désarmé. L'assassinat du directeur général des prisons, Jesus Haddad, et la mort de deux ouvriers à la suite d'un attentat contre une centrale nucléaire revendiqué par l'E.t.a. ont relancé l'inquiétude. Le terrorisme basque est aujourd'hui critiqué par tous les partis politiques sans exception. Le Jour de la Patrie basque — Aberri Eguna — a pu être, en effet, pour la première fois depuis 1936, célébré partout officiellement le dimanche de Pâques, rassemblant des centaines de milliers de personnes. Les statuts de pré-autonomie se mettent en place dans toutes les régions, et en particulier l'Euzkadi s'est donné un président socialiste en la personne du vieux lutteur ouvrier Ramon Rubial (le « Pablo » de la clandestinité).

Alors le recours au terrorisme, les appels au séparatisme apparaissent comme autant de provocations à une armée dont le roi et le ministre de la Défense, le général Gutierrez Mellado, s'efforcent de contenir les humeurs, mais qui demeure la même que celle qui pleura la mort du caudillo.

Pour toutes ces raisons, il importe d'accélérer le processus de consolidation de la démocratie. Les semaines à venir vont être particulièrement importantes. Au-delà du débat constitutionnel, c'est, chacun le sent, du pouvoir local que dépendra cette consolidation. Les partis de gauche, notamment, auront enfin la possibilité de prouver qu'au-delà des théories et du discours politique ils peuvent se transformer en gestionnaires et en praticiens de leurs idéaux.

Le P.s.o.e. prépare ces élections avec un soin tout particulier. La fusion avec les socialistes de Tierno Galvan venant après les accords d'unification intervenus entre tous ceux de Catalogne donnent beaucoup d'assurance à Felipe Gonzalez, qui peut se présenter en rassembleur. Le premier secrétaire du P.s.o.e. sait que, quand il a subi quarante ans d'illégalité, un parti manque fatalement de cadres et que, pour en créer, les cours d'été et les séminaires de week-end ne suffisent pas : c'est dans les tâches quotidiennes au niveau des villes, des provinces et des régions que se formeront les gestionnaires de l'Espagne démocratique de demain.

Les élections municipales constitueront donc un fait politique majeur.

ANTOINE BLANCA

"A BAS LA BOURGEOISIE PROLETARIENNE!"

Tchèques, polonais, roumains russes, des syndicalistes condamnés au silence et à l'exil témoignent des difficiles conditions d'existence des travailleurs dans les pays dits socialistes

Il y a du nouveau dans les pays de l'Est. Comme en témoigne la conférence de presse donnée à Paris, le 18 avril, par Ian Lestchinski, Tchécoslovaque, ancien syndicaliste du « Printemps de Prague » et signataire de la Charte 77, Alexandre Smolar, ouvrier polonais, Vasile Paraschiv, ouvrier roumain, et Victor Feinberg, ouvrier russe. Deux autres points communs : ils ont connu peu ou prou les asiles psychiatriques et les prisons de leur pays ; ils vivent tous en exil. Un événement aussi dans le monde syndical français, puisque les quatre grandes confédérations. (C.g.t., C.f.d.t., F.o. et F.e.n.) étaient présentes, à la tribune.

Cette conférence de presse avait pour but de saluer et de faire connaître la création, le 27 février dernier, par Vladimir Klebanov et deux cents ouvriers soviétiques, venant des quinze républiques de l'Union, du premier syndicat libre et indépendant sur le modèle des syndicats occidentaux depuis soixante ans... Klebanov et ses amis avaient demandé aux organisations syndicales occidentales et à l'Organisation internationale du travail de les aider moralement et matériellement. Car, malgré la reconnaissance du droit de s'organiser en syndicats reconnu par la Constitution de l'U.r.s.s. aux travailleurs de ce pays, Klebanov et la plupart de ses amis ont été internés en asile psychiatrique. Comme ils n'ont pas contrevenu à la législation, il semble bien difficile de leur intenter un procès.

Malgré cette répression, des centaines d'ouvriers ont déjà envoyé leur adhésion au syndicat libre.

En Union soviétique, comme en Pologne, comme en Tchécoslovaquie, il n'existe, en effet, aucune organisation qui défende les travailleurs : « Les syndicats non seulement ne défendent pas nos droits, mais n'ont aucune autorité dans la mesure où ce sont des communistes qui y occupent toutes les positions clefs, c'est-à-dire des personnes qui n'ont pas réussi à grimper dans l'appareil même du Parti et qui ont tout intérêt à se ranger du côté de la direction. Les élections syndicales sont purement formelles : ce sont les dirigeants de l'entreprise, le responsable du parti dans l'entreprise qui élisent et qui désignent les présidents des comités syndicaux. Il n'y a aucune entreprise de production en U.r.s.s. ou il n'y a pas 100 % de syndiqués », écrivent les animateurs du syndicat libre.



Victor Feinberg témoigne, lui, du procès d'un ouvrier qui avait protesté contre la violation de son contrat de travail : il fut accusé de faire de la propagande antisoviétique. Cette accusation était tellement ridicule que le K.g.b. lui-même l'avait abandonnée. Qu'à cela ne tienne, l'ouvrier fut condamné à trois années de camp à régime sévère. Sous la pression du syndicat.

« Le syndicat est l'appareil le plus haï de la société polonaise, dit Alexandre Smolar. Quant aux ouvriers, ils sont le groupe le plus défavorisé de la société. Plus que les paysans, qui chez nous sont propriétaires de leur terre. » A noter qu'en Pologne un syndicat libre vient de se créer à Katowice. Le mouvement ouvrier polonais a d'ailleurs enregistré, après les grandes grèves meurtrières de 1970 et 1976, de notables succès.

En Roumanie, on signale que les 1er, 2 et 3 août 1977, trente-cinq mille mineurs de la vallée de Jiu déclenchèrent une grève et occupèrent pendant ces trois journées le carreau de la mine de Lupeni. Leur slogan : « A bas la bourgeoisie prolétarienne ! » Ignorant leurs dirigeants syndicaux officiels, ils élirent leurs propres représentants. Ils imposèrent au chef de l'Etat de venir sur place, exigeant de lui que leurs revendications soient entièrement satisfaites. Mais après son départ et la reprise du travail, la répression s'est abattue : tous les délégués des mineurs ont été arrêtés et ont disparu. Quatre mille mineurs ont été licenciés et déportés.

Alors que se tient à Prague le IXe congrès de la Fédération syndicale mondiale (160 millions d'adhérents, principalement dans les pays de l'Est), la C.f.d.t., la C.g.t., F.o. et la F.e.n. ont condamné, lors de cette conférence de presse, la répression professionnelle et les atteintes aux droits de l'homme dans les pays de l'Est. Elles envisagent de chercher ensemble à élargir les moyens de leur solidarité aux travailleurs de ces pays. La C.g.t., membre de la F.s.m., a décidé de ne plus présenter sa candidature au secrétariat général de l'organisation — ce poste était occupé depuis la fin de la dernière guerre par un syndicaliste français.

« La F.s.m., déclare Louis Astre, secrétaire national de la F.e.n. chargé du secteur « Droits et Libertés », doit exiger et peut obtenir la libération de Klebanov et de ses amis. Si elle ne le fait pas, elle sera totalement disqualifiée comme association représentative des travailleurs dans le monde. »

EMMANUELE PLAS

changer la vie politique

Aide pour le Mozambique

Durement éprouvé l'an dernier par les crues du Limpopo (400 000 personnes furent alors affectées), le Mozambique, en butte aux constantes attaques rhodésiennes en raison de son soutien au Front patriotique du Zimbabwe, est gravement frappé par les inondations qui ravagent la vallée du Zambèze. Les crues seraient les plus graves connues de mémoire d'homme. Si l'on ne peut encore mesurer. l'étendue des dégâts, on peut être assuré qu'ils seront extrêmement considérables : les récoltes sont perdues jusqu'à des centaines de kilomètres en aval du barrage de Cabra Bassa, les maisons sont détruites, une large part du bétail a été noyée. Seule la mobilisation de la population limite le désastre.

Le Frelimo (Front de Libération du Mozambique) était présent à notre congrès de Nantes ; avec toute la délégation de l'Internationale socialiste notre représentant a reçu au Mozambique un accueil profondément fraternel. Aujourd'hui ce parti ami demande l'aide des militants socialistes : le secrétariat tiers-monde du Parti espère que cet appel sera entendu. La générosité de tous doit donner un sens concret à la solidarité que nous avons affirmée. Les dons, en espèces, peuvent être adressés à Paulette Decraene, 7 bis, place du Palais-Bourbon.

La France et le F.m.i.

Dans les pays où il intervient, on sait ce que « loi du plus fort » signifie.Le Fonds monétaire international — c'est de lui qu'il s'agit — a acquis depuis longtemps les moyens de dicter sa loi. Ses prêts, toujours assortis de conditions politiques, ont peut-être sauvé quelques Etats de la banqueroute. Mais ses experts ont justifié le freinage de la consommation, la croissance du chômage.

En ouvrant plusieurs pays aux « grands vents du large », le F.m.i. a contribué à la puissance des multinationales. Il fut un temps où le système de référence interne à l'organisation permettait une relative indépendance. Aujourd'hui, au F.m.i. le dollar règne en maître. Donc les Etats-Unis.

Le gouvernement français a hésité, lors de la précédente session parlementaire, à faire approuver par l'Assemblée le projet qu'il avait, lui, accepté. Depuis le 1er avril, c'est de toute manière devenu inutile : une majorité de pays se sont prononcés pour. Donc on a soumis au Parlement un texte portant sur l'un des à-côtés de l'accord de la Jamaïque sans aborder le fond, ce qui a motivé la question préalable du groupe socialiste. La France y perdra un peu de son indépendance. Et le R.p.r., qui n'a plus les moyens de dire non, a dit oui !

Certitude dramatique, non mathématique

ALDO Moro a été exécuté « par suicide ». C'est ce qu'affirmait un communiqué des Brigades rouges — jugé très probablement authentique par les enquêteurs — publié mardi matin. Le corps, selon le communiqué, aurait été immergé dans le lac de la Duchessa, au cœur des Abruzzes, à une centaine de kilomètres de Rome. Mercredi matin, en tout cas, le corps n'avait toujours pas été retrouvé : les recherches sont difficiles dans ce lac d'altitude, peu commode d'accès et recouvert de glace.

Mardi soir, à l'issue d'un dramatique Conseil des ministres réuni d'urgence, un porte-parole de la présidence du Conseil déclarait : « Nous avons la certitude dramatique, non la certitude mathématique », de l'assassinat d'Aldo Moro.

Un nouvel assassinat, encore plus odieux peut-être parce que de sang-froid, s'est probablement ajouté à celui des cinq policiers de l'escorte. « C'est le début — affirme le communiqué des B.r. — d'une longue série de « suicides » qui ne doivent pas être la seule prérogative du groupe Baader-Meinhoff. » Selon leur logique sanguinaire, les B.r. auraient-elles décidé de clore ce premier épisode par une vengeance des étranges suicides de la prison de Stamheim ? La précipitation des événements depuis la « condamnation à mort » de Moro, annoncée samedi, reste cependant étrange.

Avec Moro, les Brigades rouges détenaient une carte maîtresse qu'elles utilisaient avec un parfait machiavélisme pour faire ressortir toutes les contradictions d'une république italienne en crise. Plus les choses trainaient en longueur, plus les B.r. démontraient l'impuissance de l'Etat. Les B.r. avaient obligé Moro, dans ses lettres, à proposer un échange. Elles ne le proposaient pas elles-mêmes. Elles se posaient comme les justiciers d'une sinistre parodie de procès stalinien « clandestin » et souhaitaient humilier et tuer politiquement moro en utilisant des « révélations » du condamné sur trente ans d'Etat D.c., sur les scandales et le terrorisme « d'Etat ». Ces « révélations », jusqu'ici, ne semblent pas avoir été faites. Il est significatif que le communiqué des B.r. précise que Moro n'a « rien dit que le prolétariat ne sache déjà parce qu'il l'a éprouvé sur sa propre peau ».

Une hypothèse est avancée : Moro serait mort par accident au cours d'un interrogatoire, ce qui expliquerait l'accélération des événements pour tenter d'utiliser malgré tout sa mort.

Ou bien, désespérant de le faire parler, ne pouvant l'échanger à cause de la fermeté de l'ensemble des partis — du P.c.i. à une D.c. déchirée —, refusant de libérer un « héros » dont le poids politique et la popularité auraient été encore plus grands, les Brigades rouges auraient décidé d'en finir.

Assassiné sous la torture ou parce qu'il refusait de parler, Moro sera probablement plus grand mort que vivant. La nouvelle majorité parlementaire, dont Moro fut le principal artisan qui intègre le P.c.i., aura sa figure martyre. Mais sa première épreuve du feu aura été un échec. Cette Union nationale masque une fracture grandissante avec toute la droite de la D.c. qui — une fois l'émotion retombée — ne se privera probablement pas d'utiliser Moro et le terrorisme pour remettre en cause l'accord avec le Parti communiste. Comme cela se dessinait déjà les dernières semaines, elle accusera à la fois le P.c.i. d'avoir, au temps de l'opposition, préparé le terrain moral aux terroristes et, par sa présence dans la majorité, de priver le pays d'une opposition, donc d'abandonner un espace à l'extrémisme et au terrorisme. De plus, elle laissera entendre que la « fermeté » voulue par le P.c.i. aura précipité la tragique conclusion.

MARC SEMO

Le retour de Smihi

Saïd Smihi est rentré en France le 17 avril. Le recours gracieux déposé par son avocat s'est donc révélé efficace, en permettant l'abrogation par le ministre de l'Intérieur du décret d'expulsion qui frappait Smihi. Après un séjour forcé de près de cinq mois en Algérie, l'étudiant marocain a retrouvé, lundi soir à Paris, son fils et sa femme — qui venait de cesser une grève de la faim de dix-sept jours.

S'adressant à ceux qui l'avaient soutenu, Smihi s'est fait le porte-parole de tous les étrangers contre lesquels le Pouvoir multiplie les expulsions arbitraires, en déclarant : « Merci pour votre soutien. On en aura encore besoin. Il reste beaucoup de choses à faire. »

L'actualité lui donne raison puisque Mohammed Bretail, Abdellarim Houmer et Gloria Hazna, cette dernière de natalité espagnole, ont été menacés d'expulsion pour avoir participé à la manifestation qui a accueilli Raymond Barre au Puy, le 9 mars. Même s'ils sont d'origine algérienne, les deux premiers jeunes gens visés par cette menace relèvent de la loi 73-42 du 9 janvier 73 qui prévoit dans son article 44 : « Tout individu né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il a en France sa résidence et s'il a eu depuis l'âge de 16 ans sa résidence en France ». Seul un tribunal et non le ministère de l'intérieur, peut apprécier si — comme cela semble être le cas — Bretail et Houmer peuvent bien prétendre bénéficier des dispositions de cette loi. Quant à Gloria Azna, la mobilisation immédiate en sa faveur a permis de rapporter la décision la concernant.

changer la vie sociale

Les pirates à l'abordage de la Bretagne

Une entreprise pirate de plus : à Louvigné-du-Désert (Ille-et-Vilaine), une succursale de la société Duflat Manutention, qui fabrique des palettes pour le transport de marchandises, vient de fermer ses portes. Ouverte dans cette localité bretonne depuis février 1977, elle a juste eu le temps d'empocher les primes d'installation avant de plier bagage. En Bretagne, on les connaît bien, ces entreprises pirates qui pompent les subventions avant de s'évanouir dans la nature.

Pour les vingt-six salariés de cette succursale, c'est le trou noir. Lettres de licenciement, bilan déposé, liquidation de biens en cours, la sinistre valse du chômage a commencé pour eux. Comment cette entreprise en est-elle arrivée là ? Seule la direction pourrait le dire. En attendant, le tribunal de commerce de Rennes vient d'estimer qu'un concordat sérieux ne pouvait avoir lieu.

Faire céder les « durs » du C.n.p.f.

Fin de la grève aux Allocations familiales parisiennes. Le vendredi 7 avril, le travail a repris après deux mois de conflit. Un conflit dur... qui n'est pas vraiment terminé.

Les agents techniciens qualifiés — ceux qui suivent et liquident des dossiers — ont décidé de poursuivre la lutte pour une revalorisation de leur qualification : ils continueront à observer un jour de grève par semaine, durant lequel ils se réuniront en assemblée générale.

Le problème principal demeure : comment faire céder les représentants du C.n.p.f. au conseil d'administration, qui ont toujours refusé de négocier et ne se sont même pas rendus aux dernières réunions ?



Les employés du Palais de la Méditerranée occupant les locaux.

Un vrai Français !

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'affectation à l'entrepôt postal d'agents originaires des Dom-Tom venant de Paris-Clignancourt et la mutation de deux autres venant d'Aubervilliers a porté à plus de 50 % le nombre des agents originaires des Dom-Tom affectés au service de la manutention. Cette proportion très importante n'est pas sans conséquence sur la qualité du service, mais aussi sur la conduite des brigades (...). Je crains que l'entrepôt, à la suite du départ de métropolitains, ne compte bientôt plus que des agents originaires des Dom-Tom, ce qui ne saurait être admis... »

Cette lettre, on ne peut plus officielle, n'est pas envoyée par n'importe qui. C'est le directeur du centre de tri de Paris-Clignancourt lui-même qui écrit cette longue complainte à son supérieur hiérarchique.

Les Antillles, la Guyane et la Réunion fournissent un contingent de vingt mille salariés aux P.t.t. : tous Français au regard de la Constitution, mais visiblement pas aux yeux du directeur du centre de tri de Paris-Clignancourt. On attend avec impatience la réponse du supérieur hiérarchique.

Les jeux ne sont pas faits pour les employés

Les casinos, eux aussi, se restructurent. Ainsi, depuis le 14 avril dernier, le Palais de la Méditerranée, casino situé à Nice, a déposé son bilan. Trois cent cinquante salariés sont donc en instance de licenciement.



François Ceyrac et la cinquième semaine de congés payés.

Mais tout ne se passe pas aussi facilement que Jean-Dominique Fratoni, P.-d.g. du Palais de la Méditerranée, l'aurait souhaité. Depuis que le bilan est déposé, les locaux sont occupés par les salariés. Et grâce à des haut-parleurs fixés aux balcons du Palais, les passants sont informés du déroulement des opérations et des scandales que cela représente. Grâce à « Radio-Chômage du Palais de la Méditerranée », ils savent maintenant que ce dépôt de bilan n'est pas le résultat de la « crise », mais bien l'aboutissement d'un plan mûrement réfléchi. En effet, si Fratoni liquide le Palais de la Méditerranée, il ne se retrouve pas pour autant sur la paille. Car il espère bien récupérer toute sa clientèle au Ruhl, casino situé non loin de là, dont il est également le propriétaire. Bradés pour un plus grand profit : tel est le lot des « 350 » du Palais de la Méditerranée, qui sont bien décidés à ne pas laisser faire. Chaque jour, prenant à témoins passants et touristes, ils lancent des appels aux autorités locales et nationales pour qu'une telle braderie ne soit pas autorisée.

Retraites : la S.n.c.f. n'est pas une locomotive

Retraités de la S.n.c.f. : tout sauf une sinécure. L'Union fédérale des cheminots retraités le rappelle. Sur 256 000 retraités de la S.n.c.f., 97 000 ne touchent pas 1 700 F par mois. Plus de 77 000 veuves de cheminots sur 160 000 perçoivent une pension inférieure à 850 F mensuels. Quant au garde-barrière de quatrième classe, après trente-cinq ans de service, il se voit obligé de vivre, une fois l'âge de la retraite atteint, avec 900 F de pension par mois.

L'Union fédérale des cheminots retraités affirme qu'il est urgent d'ouvrir des négociations sur ce thème. Principales revendications avancées :

le relèvement du minimum de pension, qui ne devrait pas être inférieur à 2 000 F par mois, et l'augmentation générale de toutes les pensions. Il faut rappeler que, depuis quatre ans, les rajustements accordés n'ont pas permis aux retraités de simplement maintenir leur pouvoir d'achat.

Locataires : il est urgent de se battre

Un immeuble vétuste, des locataires qui s'en vont vite, une société immobilière intraitable sur le tiroir-caisse. Et, le 30 avril 1977, le drame : une fillette de cinq ans meurt écrasée par un ascenseur mal entretenu... Depuis, les locataires du 192, avenue Daumesnil, à Paris 12e, ont décidé de se battre. « C'était difficile, disent-ils aujourd'hui ; à la moindre plainte nous étions menacés de congé et personne ne restait longtemps dans l'immeuble... »

En colère, les locataires prennent tout de même contact avec la boutique de droit du XIXe arrondissement et assignent la société propriétaire devant le tribunal de grande instance pour charges indûment perçues. Le procès a eu lieu le 13 mars et le 3 avril dernier : ils ont gagné. Les charges leur seront en partie remboursées et les loyers seront peut-être réduits.

Une bataille juridique qui ne s'arrête pas à ce succès. La vie a changé dans l'immeuble. Désormais, les locataires qui se sont regroupés se rencontrent, se parlent, s'entraident... « Nous n'en resterons pas là, affirment les locataires du 192 ; notre combat doit s'élargir : nous nous battrons pour le droit des personnes à se loger... »

Qui sont les nucléocrates ?

« Péon, qui est-ce ? » Pour beaucoup, la commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire est inconnue. C'est pourtant elle qui a « décidé » de l'importance du programme nucléaire... Dans son livre « les Nucléocrates » (Presses universitaires de Grenoble), Philippe Simonnot analyse le discours de ces hommes, à travers dix-neuf interviews. Il y raconte les luttes d'influence — qui peuvent sembler bien puériles —, les lobbies qui se heurtent, d'autant plus forts qu'ils emploient un plus grand nombre de personnes, le mépris des nucléocrates pour « le politique ».

A travers ce livre, il apparaît que la commission Péon a servi d'alibi à un gouvernement qui n'osait pas trancher, préférant que les nucléocrates décident à sa place. Philippe Simonnot montre aussi l'intelligence de la machine nucléaire, capable de produire, selon la situation, le raisonnement le mieux adapté aux exigences de son développement. « Sans vergogne, le raisonnement économique est utilisé dans tous les sens possibles », écrit-il. Et, ce faisant, la machine répond à la demande des gouvernants, qui cherchent non pas à être convaincus mais à avoir des raisons de l'être...

Boire un petit coup...

Une nouvelle fête nationale est née. A La Villette, jusqu'au 24 avril, la fête du vin français, de la table et du terroir bat son plein. Le visiteur peut y déguster les produits gastronomiques des provinces de France, y acheter des produits de l'artisanat, y lire un précieux petit livre : des conseils pour bien boire et bien manger.

Tout un programme, avec animation, fanfares et groupes folkloriques, signatures de livres et jardin d'enfants. Et, le dernier jour, une vente aux enchères : tout ce qui restera sous le pavillon sera à vendre — des assiettes, des couverts, des verres, du linge de table et, bien sûr, le comestible.



dipapacéquoi par Piem

Une foule immense et enthousiaste avait envahi la place de la Concorde ; foule innombrable et joyeuse qui, franchissant la Seine, venait entourer de son admiration passionnée le palais Bourbon, où siégeait le Parlement.

C'était le jour cent fois béni où Barrefois exposait son programme de gouvernement et ce peuple de France que l'on disait désenchanté venait, ici, crier son ravissement.

Le petit garçon, la main dans celle de son père, suivait avec attention les ondulations patriotiques de la foule.

Les informations passaient de bouche en bouche. « Barretrois monte à la tribune. Barretrois ajuste ses lunettes. Barretrois va parler. Barretrois parle. »

Il se fit un profond silence sur la place, sur la ville, sur le pays, sur le globe, sur la galaxie.

Mille et mille regards se tournent vers l'Assemblée nationale, en haut de laquelle flottent fièrement les trois couleurs que le monde entier nous envie.

Un messager apparaît en haut des marches du palais, afin de transmettre la parole sacrée à la foule assemblée.

« C'est, dit-il, dissimulant mal l'émotion qui l'étreint, c'est le programme de Blois... »

Un hurlement de joie s'élève du peuple. « Tout le programme de Blois, rien que le programme de Blois ! »

A ces mots, un aveugle recouvre la vue, un paralytique court jusqu'aux marches du Temple, qu'il baise avec respect. Ce ne furent pas les seules à être baisées ce jour-là. On vit un jeune communiste en larmes embrasser un socialiste ; le chœur des chômeurs de l'imprimerie Chaix entonna « la Marseillaise », qui fut reprise par la foule.

« Dis, papa, c'est quoi, Blois ?

— Tais-toi et chante ! »

Portés par le flot des patriotes, le père et le fils se trouvaient au milieu du pont qui enjambe le fleuve. La Seine s'était mise à l'heure de Blois et se prenait pour la Loire. Le pont, comme un pont sur la Loire, en frissonna de plaisir.

Du peuple jaillit ce cri : « Barre confiance ! », et c'est alors que le pont rendit son tablier.

changer la vie culturelle

Musée cherche photographes

Rares sont les musées qui accordent une place à la photographie, encore considérée comme un « art mineur » par la majorité des conservateurs. Une exception pour confirmer la règle : le musée d'Art moderne de Céret, qui possède déjà une salle entièrement consacrée à Picasso et dispose d'un fond d'œuvres de Miro, Gris, Chagall et Dali, crée des cimaises réservées à la photographie. Le projet est d'en faire une exposition permanente sans cesse renouvelée.

Tous les photographes sans exclusive peuvent s'adresser directement à Georges Badin, musée d'Art moderne, 7, place de la République, 66400 Céret.

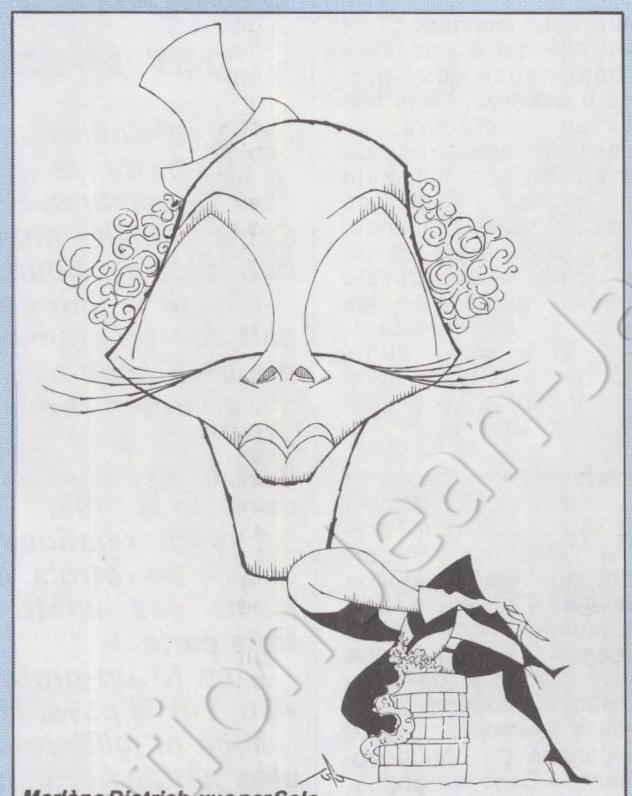
Cinéma allemand à Orléans

Du 20 au 28 avril, les Quatrièmes Journées cinématographiques d'Orléans racontent « l'Histoire du cinéma allemand, de Caligari à l'Ami américain ». Soixante films dans quatre salles de la ville. Au programme : F.W. Murnau, Louise Brooks, Josef von Sternberg, Fritz Lang, Stalan Dudov, Marlène Dietrich, Werner Herzog, Bernard Wicki, Helmut Kautner, Willi Forst, Wiene, Ernst Lubitsch, Hans Steinhoff, Volker Schlondorff, Alexandre Kluge, Konrad Wolf, Rainer Fassbinder, Helma Sanders, Peter Lorre, G.W. Pabst, Wim Wenders, Phil Jutzi, etc.

Tous renseignements au (38) 62-75-30 et au (38) 62-45-68.

Les nouveaux cartoons hollywoodiens

Paris accueille à partir du 26 avril, dans plusieurs salles (non encore fixées au moment où nous imprimons ces lignes), un programme de quatre-vingt-dix minutes de dessins animés



Marlène Dietrich, vue par Solo.

américains : « le Nouveau Cartoon à Hollywood et sur la côte ouest ». C'est la « nouvelle vague » du film d'animation depuis 1970.

Autre chose que l'Industrie de Walt Disney ! Les maîtres du genre s'appellent maintenant Robert Bloomberg, Robert Michell et Dale Case, Robert Swarthe, Adam Beckett, Will Vinton, Jeffrey Hale et Derek Lamb, Chock Menville, Len Jansen et David Brain.

Ils rejoindront dans l'histoire du dessin animé les plus grands « animateurs » des pays de l'Est.

Danse au Carré

La saison 1977-1978 du Nouveau Carré se termine par une heureuse initiative de Silvia Monfort : trois programmes de danse du 26 avril au 16 juin. Avis aux Parisiens !

La série commence par la Kibbutz Dance Company, une troupe israélienne qui se produit pour la première fois en France, du 26 avril au 13 mai. Les Ballets Ethery Pagava, du 9 au 12 mai, s'adressent aux enfants : un événement peu courant ! Enfin, du 23 mai au 16 juin, l'Atelier Serge Keuten, une des meilleures jeunes troupes chorégraphiques françaises, crée « le Voyage de Monsieur K ».

Bourges à Paris

La décentralisation prend parfois des tournures surprenantes : voilà qu'un festival de chansons, le Deuxième Printemps de Bourges, qui s'est déroulé du 12 au 16 avril, véritable concentration provinciale regroupant une centaine d'artistes, se « décentralise »... à Paris !

Le Théâtre de la Gaîté-Montparnasse accueille en effet, jusqu'au 6 mai, une sélection internationale dudit festival. Après la Catalogne avec Maria del Mar Bonnet, c'est au tour de la Scandinavie d'être en scène, avec les Musiciens traditionnels du nord de la Suède, les 21 et 22 avril.

Viendront ensuite : le Maghreb avec l'Algérien Djamel Allam les 24, 25 et 26 avril ; l'Amérique du Sud avec l'Uruguayen Daniel Vigiletti, les 27, 28 et 29 avril ; et l'Europe de l'Est avec le Hongrois Geza Orgon, la Roumaine Veronica Codolban et le Bulgare Kostia Kazanski, les 2, 3, 4, 5 et 6 mai. Il ne faut surtout pas manquer ces chanteurs de l'Est que nous ne pouvons voir que rarement à l'Ouest.

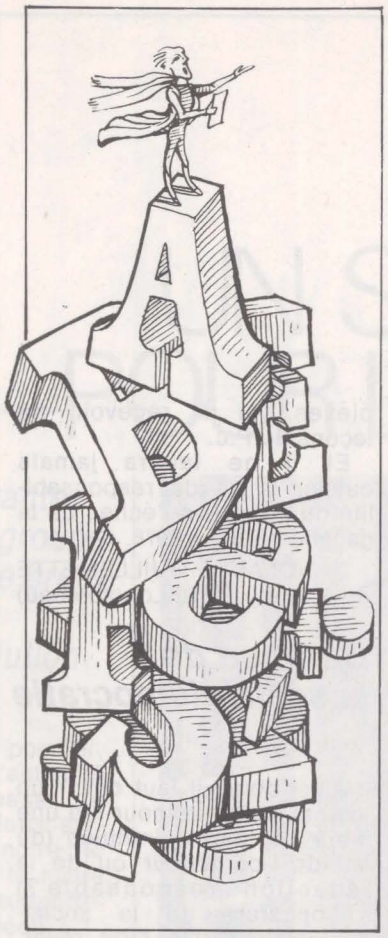
Germinal malgré Chaban

Depuis des années, une des « activités » principales du maire de Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas, consistait à fermer une à une, sous des prétextes divers, les salles de spectacles de la ville. Ce qui entravait de plus en plus le travail des équipes de création ou d'animation. Un coup d'arrêt vient d'être porté à cette politique par l'A.c.t.a. (Association culturelle et théâtrale d'Aquitaine), qui regroupe la plupart des troupes et groupes culturels de la région.

Le 19 avril dernier, l'A.c.t.a. a en effet inauguré « le Germinal ». Il s'agit d'un ancien entrepôt, transformé en un lieu polyvalent où pourront se dérouler des stages, des ateliers, des séminaires, des spectacles et des expositions. Quatre salles au total ont été aménagées. Cette réalisation n'a été possible que grâce à une souscription lancée par l'A.c.t.a. : 12 000 F ont ainsi été récoltés, qui ont aussitôt servi à louer l'entrepôt.

C'est le groupe Hexagone 95 qui a été la première troupe à fouler les planches du « Germinal » le 19 avril au soir. Marianne Sergent et son « one woman show » lui succèdent les 25 et 26 avril. Des marionnettes, des chanteurs choisis par le Centre Giani-Esposito et d'autres équipes de théâtre seront ensuite au programme.

Le conseil régional et le conseil général ont promis leur aide. Mais « le Germinal » ne pourra vivre que si les Bordelais le fréquentent assidûment.



nos lecteurs ont la parole

Que le P.s. ait confiance en nous

Nous sommes le premier parti de France. Nous avons gagné 4 % des voix. Nous avons devancé le P.c. ; mais, nous, ce n'est pas ça que nous voulions, nous nous moquons de toutes ces satisfactions. Ce que nous voulions, c'est le changement.Ce que nous voulions, c'est de cesser d'être des esclaves dans les usines. C'est la réforme de l'école pour nos enfants, c'est la réforme de l'épargne, c'est vivre mieux, vivre autrement, vivre ensemble.

Le P.c., depuis septembre, ne voulait plus de la victoire. Je ne cherche pas à nier qu'il ait, par ses attaques incessantes, sabordé l'union, c'est vrai, et qu'il ait, en toute dernière extrémité, par l'insistance de ministres communistes, achevé cette union, c'est vrai.

Mais ce que je n'ai encore jamais entendu dans un débat, qu'il soit national ou fédéral ou de section, pourquoi cet acharnement à vouloir détruire ce qui était inéluctablement en marche...

Maintenant, on va discuter. Bien. Mais déjà on sent l'orientation du parti. La parole est à la base, mais déjà on entend nos leaders expliquer ce que la base va décider. Alors, nous, militants, on ne se fait pas trop d'illusions.

Il faudrait se rappeler qu'à Nantes a été votée une ligne politique d'union de la gauche, mais aussi de programme commun. Si l'on veut tout changer, qu'on nous le dise ! Mais, alors, c'est un congrès avancé qu'il faut. Car, à Nantes, nous avons élu des hommes pour une certaine politique et aussi en fonction de leurs qualités à appliquer cette politique ; car ne parions pas du texte, il était vide. Nous avons perdu. Alors, s'il y a changement, je ne vois pas comment on pourrait continuer pareillement avec des idées contraires. J'ai confiance dans le P.s., mais je voudrais que le P.s. ait confiance en nous. Je voudrais que, lorsque l'on parle de la classe ouvrière, cela ne soit pas que pour le militantisme, mais aussi pour entendre ce qu'elle veut et l'idée de la classe ouvrière est que, si une meilleure union à la base avait été de rigueur avant mars, on n'en serait pas là.

(CLAUDE MONTALI
93130 Noisy-le-Sec)

Développer une pratique militante

Nous avons perdu ensemble. Socialistes, communistes, radicaux, militants ou non, tous ceux et toutes celles qui avaient mis leur espoir dans la gauche ont conscience d'avoir perdu.

Parmi le plus grand nombre de personnes qui votent pour la gauche, beaucoup ne s'intéressent à la politique que de loin. Sur 13 millions de voix de gauche, combien de lecteurs pour « l'Unité », « l'Humanité », « le Monde », « l'Observateur », etc. ? Peut-être pas 1 million.

Alors, n'alimentons pas une polémique qui laisserait dans l'esprit des gens l'impression que nous ne pourrons jamais gouverner ensemble avec le P.c. Nous avons dit au P.c. ce que nous avions à lui dire et que nous devions à l'ensemble des citoyens et des militants de lui dire. Chaque Français est capable de se faire une opinion.

Si l'on veut éviter une désaffection plus grande des hommes et des femmes de notre pays pour la politique, il est grand temps de cesser la polémique et de penser à l'avenir.

Pour cela, il faut développer le Parti, il faut le faire passer du stade de premier parti de France à celui de premier parti en France. Il faut développer une pratique militante ; que l'on voie davantage de camarades vendre « l'Unité » et « Combat socialiste » dans toutes les villes sur les marchés, les places, devant les entreprises. Il faut que l'on voie davantage de camarades quitter la confortable chaise du conseil général pour participer sur le terrain aux luttes avec les travailleurs.

Il faut une modification des statuts qui fixe le non-cumul des mandats électifs et des responsabilités dans les organismes fédéraux. Pour être plus crédible auprès des travailleurs, il faut que soit fixée une fois pour toutes la part que chaque élu socialiste devra reverser au Parti sur son indemnité de fonction.

Le P.s. doit redevenir un grand parti de militants. Et, puisque l'union est un combat, il nous appartient d'être reconnus comme les meilleurs combattants de l'union. Pour avoir cet honneur, il faut le mériter.

(MAURICE VIOLS
34250 Palavas)

Les défauts de la gauche

Au lendemain de l'élection présidentielle, j'avais été sollicité afin de devenir à part entière membre du Parti socialiste. J'ai longtemps réfléchi, compte tenu de mes obligations familiales, et puis j'ai eu des contacts au niveau de la section d'entreprise et de la section locale. J'ai été pendant douze ans militant actif du P.c. et de ses organisations dites de masse. C'est-à-dire que je connais bien le P.c. et je puis vous assurer que rien n'est changé : la suppression de la dictature du prolétariat n'est pas un indice valable. Si je n'ai pas adhéré au P.s., c'est que beaucoup trop de vos membres demeurent trop électoralistes (je ne cache pas mes sympathies pour le Ceres) et je reste persuadé que le semi-échec (le mot échec est injustifié) est le fait d'un manque de combativité de vos militants. Les réunions stériles où l'on parle de tout et de rien, mais dont les propos ne dépassent pas les quatre murs de la salle de réunion, ne mènent nulle part.

Quant au désaccord sur les nationalisations... Qu'est-ce qu'une entreprise nationalisée ? Une entreprise où existe la sécurité de l'emploi. Ses agents sont-ils plus combatifs que les travailleurs des entreprises privées ? Ni plus, ni moins. Ont-ils apporté leurs suffrages à la gauche dans leur grande majorité. Je dis que non. Et pourquoi ? Parce que les agents ignorent à peu près tout de la nationalisation. Ils sont en grande majorité syndiqués, mais le plus souvent afin de défendre leurs propres intérêts. Les gens réclament de plus en plus de loisirs et, sur le plan social, ils n'ont pas trop à se plaindre. Mais, dans le domaine de la culture, rien ou presque ; car la culture, ce n'est pas une vente de livres ou une exposition de tableaux, c'est bien autre chose.

Je suis un lecteur du « Matin de Paris » depuis le premier jour, mais je suis une exception dans mon bureau, composé de cadres moyens.

La gauche n'a aucune raison de désespérer. Elle porte en elle ses propres défauts. Le P.c. demeure le P.c., et beaucoup d'anciens du P.c. vous le diront et le disent. Il y a peut-être des discussions au sein des cellules ; il y en a toujours eu. Mais, au niveau des permanents des sections, le Parti demeure. La suppression du centralisme démocratique est un rêve absurde, car il mènera aux tendances. Or le P.c. est constitué en bloc, et les staliniens — car il en existe encore beaucoup plus que vous ne le pensez — sont pour le maintien de l'ordre.

Le P.s. peut devenir un parti de masse et demeurera le →

premier sur le plan électoral ; mais il faut qu'il le veuille et qu'il ne sombre pas dans la social-démocratie.

Quand on parle de désastre de la gauche, on oublie que Chirac a ses problèmes, et ceux-ci sont fonction de la puissance de la gauche.

(R. COQUEREL
92130 Issy-les-Moulineaux)

Le passé et l'avenir

Dans le cadre du courrier des lecteurs, je voudrais faire part de quelques réflexions qui me sont venues après les élections de mars 1978. Certaines regardent le passé, d'autres le présent et l'avenir.

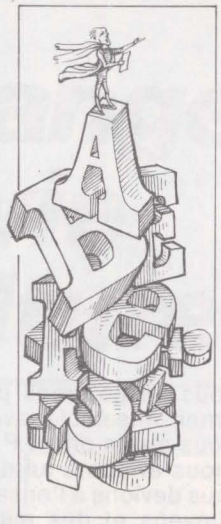
Le passé : deux journées de dupes, l'une le 13 mars pour les électeurs de gauche qui ont pu croire ce soir-là à une victoire possible de l'Union de la gauche ; l'autre le 19 mars pour les électeurs de la droite, qui ont pu croire à l'unité totale de la majorité.

Les erreurs du P.s. : notre parti (dirigeants et militants) a trop cru aux sondages et aux indications données par les élections partielles. Les uns et les autres, dans le Parti, nous avons fait preuve de trop de confiance. L'audience du P.s. est certes grande, et à ce sujet le rôle joué par François Mitterrand est important, mais il nous reste encore du travail à faire pour gagner la confiance d'autres électeurs.

Par ailleurs, notre changement d'attitude sur le montant du Smic a été interprété comme une faiblesse. Sur ce point, nous avons eu tort de changer d'avis.

Les responsabilités du P.c. : elles ne sont pas involontaires, mais calculées. La première remonte à mai 1977, lors du chiffrage du Programme commun. Puis il y a eu la rupture de septembre 1977, avec le prétexte des nationalisations, et puis les attaques sans cesse répétées contre notre parti. La première de ces attaques remontant au mois d'août 1977 avec Georges Marchais.

Le refus de prendre position sur les désistements, attitude qui était en contradiction avec celle consistant à annoncer qu'il y aurait des ministres communistes au sein du gouvernement de la gauche. Et cette propagande intensive (radio-télé-affiches) sur la présence de ministres communistes au sein du gouvernement de la gauche a fait craindre chez certains citoyens une domination du P.s. par le P.c.



nos lecteurs ont la parole

L'emploi d'un vocabulaire ne correspondant plus à la réalité sociale actuelle où des mots tels que « misère » et « riches » étaient utilisés abusivement et maladroitement.

L'avenir : le P.s. doit affirmer sa personnalité et faire preuve d'autonomie. Il doit faire connaître ses idées en tenant compte du tempérament du Français : frondeur, certes, mais aussi un peu conservateur. Le socialisme ne s'impose pas, nous le savons bien. L'idée pour aboutir doit être comprise, puis acceptée. C'est vers le socialisme du possible que nous devons aller, et il faut que notre action soit progressive.

Il ne peut plus être question de Programme commun. Il faut être réaliste, c'est une des leçons à tirer des élections de mars 1978. Le Programme commun n'a d'ailleurs été pour le P.c. qu'un moyen pour nous empêcher de prendre toutes initiatives.

Mais nous devons rester fidèles à notre ligne de conduite, qui est l'union des forces de gauche. Cela doit se faire tout en cherchant à renforcer notre parti, car la gauche ne pourra gouverner en France que si le P.s. constitue en son sein le parti dominant (deuxième leçon des législatives de 1978).

Enfin, pour chaque attaque du P.c. dirigée contre nous, il faut une réponse rapide et sans complaisance. Nous n'avons pas à faire de complexes, ni à recevoir de leçons du P.c.

Et il ne faudra jamais oublier la lourde responsabilité du P.c. dans l'échec de la gauche en mars 1978.

(CLAUDE GUILLEMETTE
91160 Longjumeau)

Défense de la social-démocratie

Ainsi donc, il faut ouvrir un journal socialiste pour lire une lettre de lecteur intitulée (du fait de son auteur ou de la rédaction responsable ?) « l'Imposture de la social-démocratie ». On croit rêver. Bientôt, à ce petit jeu-là, social-démocrate, c'est-à-dire socialiste démocratique, sera devenu aussi infamant que fasciste ! Des milliers et des milliers de militants doivent se retourner dans leur tombe, à l'Ouest comme à l'Est.

Rien de plus lassant par son injustice et son simplisme même que ce procès à l'égard d'un courant politique ouvrier enraciné dans l'Histoire, vite enterré par ses « héritiers », mais dont le cadavre, à l'instar du personnage de Ionesco, grandit de jour en jour au point que ceux-ci ne savent « comment s'en débarrasser » !

Qu'on essaye donc de faire fi — si faire se pouvait — de l'opinion et de la sensibilité sociales-démocrates dans les votes recueillis par le P.s. les 12 et 19 mars, et quelle serait alors sa place dans la gauche ?

Dans un article du « Monde » paru peu après le second tour, Pierre Viansson-Ponté remarquait que l'on avait toujours, depuis Epinay, évacué du discours socialiste la référence à la voie sociale-démocrate, mais que, si l'on reconsidérait la question aujourd'hui, « on aurait des surprises »...

C'est sans doute possible. Car il est tout de même scandaleux, Monsieur Permingeat, d'écrire aussi cyniquement : « Une sociale-démocratie saurait certes réaliser des réformes en France, elle saurait réduire les inégalités internes, et ce n'est pas négligeable. Elle saurait aussi peut-être intégrer à son projet une large partie des travailleurs... Mais, au niveau des rapports centre-périphérie, elle (la sociale-démocratie) serait incapable de faire autre chose que des aménagements ; sa démarche électoraliste lui interdit de proposer les solutions d'une rupture » (avec le capitalisme).

Et voilà pourquoi la droite a gagné, voilà les partisans du tout ou rien, les purs et durs à la langue de bois, les théoriciens répéteurs à qui l'Histoire oppose depuis des décennies les plus cruels démentis, mais qui continuent, imperturbables dans le dogmatisme, leur « Weltanschaung » socialiste en-dehors de laquelle il ne saurait y avoir que reniement, compromission et complicité même.

Et d'ajouter, pour qui ne comprendrait pas encore : « Il n'est plus possible de bâtir un projet authentiquement (notez l'adverbe) socialiste avec l'Hexagone, et même l'Europe, pour seuls horizons. » Autrement dit, le socialisme sera mondial... ou ne sera pas. On appréciera.

Il aurait fallu tout passer de cette lettre au crible d'une critique acérée et de l'ironie : je n'en ai ni l'envie ni le courage. Cela fait quarante ans que j'entends des discours de ce genre. Et pourtant, j'ai encore voté socialiste cette année. Pourquoi ?

(J. TERRAUBELLA
75015 Paris)

Le vote des Français de l'étranger

Ulrich avait été promu. Giscard a été consacré vainqueur du 19 mars. Guiringaud est plus que jamais ministre. Delmas, l'élu des Ivoiriens, rejoint Cavaillé, le non-élu des Gabonais, au rang des sous-ministres. Galley, lui qui pourtant n'avait pas besoin de ramener à lui des électeurs de l'étranger, est toujours de la fête.

Les voilà bien placés, les artisans ou les complices de la plus grande fraude électorale !

Que fera la justice française face à cet aréopage ? Peut-être condamnera-t-elle l'ambassadeur Delauney ?

(MICHEL GOTEIN
95300 Ennery)

UN SAMU POUR LA MER

Devant l'inefficacité flagrante des pouvoirs publics, le groupe Paul-Emile Victor vient de créer un service d'intervention d'urgence en cas de pollution maritime

LES Bretons continuent à pomper, mais déjà les feux de l'actualité s'éloignent de la carcasse de l'« Amoco-Cadiz ». « Nous voudrions surtout que l'affaire de la marée noire ne retombe pas dans l'ombre, prie le maire de Portsall. Car les Bretons ne supporteront pas de revivre ce qu'ils ont vécu. »

Depuis la catastrophe du « Torrey-Canyon », pourtant, rien n'a été fait en France pour se prémunir contre un accident semblable. Devant cette inefficacité, le groupe Paul-Emile Victor prend le taureau par les cornes. Il crée un véritable Samu de la mer. Un groupe d'intervention d'urgence en cas de pollution maritime. Un groupe d'intervention intelligente, c'est-à-dire rapide et efficace. Un groupe indépendant des autorités maritimes, toujours empressées à ne pas prendre de décision.

Alain Bombard, en présentant le projet Samur (Service d'action et d'assistance marine d'urgence et de recherche) à la presse, donne un exemple d'action qu'aurait pu entreprendre le Samur dans le cas de l'« Amoco-Cadiz » : le navire a annoncé à Radio-Conquet qu'il souffrait d'une avarie à 10 heures du matin. Le Samur aurait pu lui envoyer immédiatement par hélicoptère le meilleur spécialiste de la région, qui aurait réparé en deux heures...

« Notre but n'est pas de nous substituer à un vrai plan Polmar, mais d'agir pour que l'accident ne devienne pas catastrophe », explique Alain Bombard. Mais il se met en colère : « Le gouvernement prétend qu'il y aura un plan Polmar le 1er juillet. Mais c'est faux. C'est impossible. Il faut un an et demi au moins pour commander le matériel, débloquer les crédits nécessaires et l'acheter. »

En fait, le gouvernement demeure visiblement incapable de faire face. La « criminelle incurie », selon l'expression d'Haroun Tazieff, membre également du groupe Paul-Emile Victor, est toujours à l'ordre du jour. Pourtant, le matériel nécessaire existe. Nous le vendons même aux Etats-Unis, en Suède, au Japon... En Suède, par exemple, un petit port de 9 000 habitants possède 5 km de barrages de haute mer — des barrages qui résistent à des creux de 3,50 m, contrairement à ce que racontent certains beaux esprits —, alors que la rade de Brest n'a à sa disposition que 3,5 km de ces mêmes barrages.



Le groupe Paul-Emile Victor : de gauche à droite, Louis Leprince-Ringuet, Jacques Debat, Haroun Tazieff, Alain Bombard, Paul-Emile Victor et Jacques-Yves Cousteau.

Ce sont donc les moyens qui manquent le plus. Et les hommes capables de se servir de ces matériels. Quand donc la France comprendra-t-elle que la défense nationale, aujourd'hui, c'est aussi — peut-être même avant tout — la défense de notre richesse nationale ?

Le groupe Paul-Emile Victor travaille également avec les Communautés européennes. C'est la commission Environnement des Communautés qui a proposé, en juin dernier, la création d'un service d'information qui regrouperait sur ordinateur un certain nombre de données : toutes les caractéristiques des pétroliers naviguant dans le monde, les compétences de leurs commandants, les équipes capables d'intervenir dans les plus brefs délais en cas d'accident ou d'avarie. Le Conseil des Neuf a examiné le projet sans rien décider. Mais le groupe lui a proposé ses services pour mettre en place cette banque de données.



L'Etat français, lui, garde ses distances. Il est même allé jusqu'à mettre quelques bâtons dans les roues du groupe. Ce qui permet à Alain Bombard de réclamer « au moins sa neutralité et, si possible, quelque aide matérielle ». Certaines entreprises ont mieux répondu à l'appel ; l'une prête des hélicoptères, l'autre du matériel de plongée, une autre encore des canots pneumatiques... Un fabricant de photocopieurs qui veut garder l'anonymat a débloqué des crédits pour une étude sur les conséquences de la pollution et ses effets indirects sur la faune et la flore. Par exemple, le professeur Lucas, à l'Institut d'études marines de l'université de Brest, a constaté la mort de milliers d'invertébrés, à plus de 80 km de l'épave. Il a retrouvé 1 gramme d'hydrocarbure par litre dans ces zones, alors que, normalement, le pétrole ne se dissout pas dans l'eau...

Un premier Samur est dès maintenant opérationnel, basé à Antibes, grâce à l'aide de la municipalité et du conseil régional. Une petite équipe de dix plongeurs, encore modeste. Un groupe pilote, en quelque sorte, qui fera peut-être des adeptes, sur la côte atlantique, sur la mer du Nord, mais aussi chez nos voisins européens. Le Samur d'Antibes va travailler pour inventorier les richesses du littoral, de quoi évaluer le coût d'un accident comme celui de l'« Amoco-Cadiz ».

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

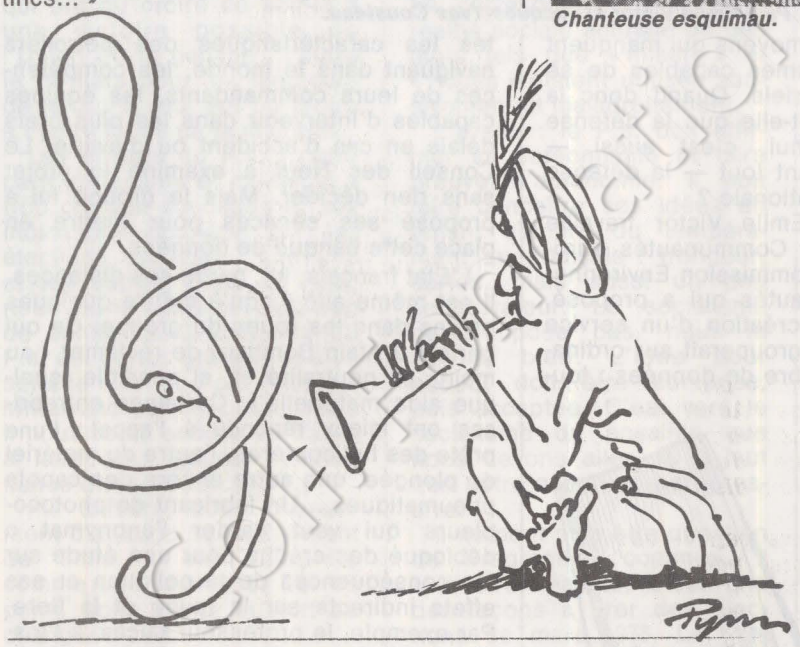
POUR UN AIR DE SITAR...

Débarrassées de la notion d'exotisme, nos oreilles ont appris la différence

"POUR la voix du Chinois, rien d'aussi étrange n'avait encore frappé mon oreille : figurez-vous des notes nasales, gutturales, gémissantes, hideuses, que je comparerai, sans trop d'exagération, aux sons que laissent échapper les chiens quand, après un long sommeil, ils étendent leurs membres en bâillant avec effort... Je conclus donc pour finir que les Chinois auraient une musique semblable à la nôtre, s'ils en avaient une ; mais qu'ils sont encore à cet égard plongés dans les ténèbres les plus profondes de la barbarie et dans une ignorance enfantine où se décèlent à peine quelques vagues et impuissants instincs... »



Chanteuse esquimau.





Violoneux irakien.

C'est l'une de nos grandes gloires nationales, Hector Berlioz, qui commente ainsi un concert entendu à Londres, lors de l'Exposition universelle de 1851. Au XIXe siècle, on ignore tranquillement la pluralité des cultures qui avait été reconnue pourtant par le XVIIIe.

Peter Kolb, missionnaire allemand, écrit en 1719, à propos de la musique de la population hottentote d'Afrique du Sud :

« Cependant, ils en ont une si grande idée que nous ne pouvons refuser à cette matière une place dans leur histoire. D'ailleurs, toute pauvre qu'elle est, elle indique un génie et une sensibilité dans les Hottentots qui pourra servir à détruire les préjugés que nous avons de leur stupidité. »

Ce n'est que vers 1890 que l'ethnologie musicale devient une science ; lorsque des savants allemands et américains commencent à analyser des éléments de musiques lointaines. Plus connu de nous, Belà Bartok collecte et enregistre les chansons populaires hongroises dès 1904.

Depuis une vingtaine d'années, l'intérêt du public pour les musiques différentes de la nôtre va croissant, avec une accélération particulièrement nette depuis le début des années soixante-dix.

Plusieurs faits ont pesé dans ce développement :

— Les voyages charter proposés par les agences : quinze jours à Bali moins chers qu'une semaine à Saint-Tropez ;

— La circulation en Europe de l'« herbe » et du haschisch. La musique fait partie du « voyage » ;

— Les médias, qui se sont faits les supports du « voyage ».

Suite logique : en 1964, on entend quelques notes de sitar dans un titre des Rolling Stones. En même temps, aux Etats-Unis (et surtout en Californie), La Monte Young et Terry Riley, bientôt suivis par toute une génération, font une musique dite « répétitive » ; un peu plus tard, un grand chanteur indien, le Pandit Pran Nath, s'associera à leurs concerts.

En Angleterre, les Beatles importent un guru ; en Allemagne, Karlheinz Stockhausen écrit « Stimmung » (1968), puis « Mantra » (1970).

Le 1er août 1971, George Harrison organise au Madison Square Garden de New York un des plus grands concerts de l'histoire de la rock music, pour aider le Bangladesh. En vedette, aux côtés de Bob Dylan et d'Eric Clapton, il y a les plus connus des musiciens de l'Inde : Ravi Shankar (sitar), Ali Akbar Khan (sarod), Allah Rakkah (tablas).



Joueur de flûte andine.



PROFESSION: ETHNOMUSICOLOGUE

RARES sont les ethnomusicologues venus à cette nouvelle science par la musique. Le cheminement est souvent inverse ; ethnologue pour commencer, on peut pencher, par goût (et ensuite par passion) vers l'ethnomusicologie.

Simha Arom était cor solo à l'orchestre de la radio de Jérusalem. En 1963, les services de la Coopération israéliens lui proposent d'aller en République centrafricaine monter, à la demande du président, une fanfare. Arom arrive à Bangui le 30 novembre, veille de la fête de l'Indépendance. « Les musiques entendues ce jour-là ont remis en question, en un quart d'heure, tout mon acquis occidental. »

Arom était parti pour Bangui avec un magnétophone et un appareil photo, pour un an. Il y passa quatre années. Après quelques semaines de prospection autour de Bangui, l'idée d'une fanfare de type occidental se révèle totalement aberrante : le président se laisse convaincre de la valeur des musiques des populations de son pays. Arom se retrouve chargé de « collecter » systématiquement les musiques de la République centrafricaine. Il créera, avec la collaboration de Geneviève Dournon, le musée ethnographique Boganda, qui rassemble des éléments de la vie matérielle et culturelle des populations centrafricaines.

Aujourd'hui, Simha Arom a publié seize disques, dans diverses collections, dont la majeure partie concerne l'Empire centrafricain. Le dernier coffret, publié par l'Ocora, vient d'obtenir le prix « In Honorem » de l'Académie Charles Cros (Anthologie de la Musique des Pygmées Aka : trois disques, 558526-7-8).

Il arrive parfois que l'on se sente indiscret. Arom avoue n'avoir pas pu sortir son magnétophone, bien qu'il en ait eu l'autorisation, lors de certaines lamentations funéraires. « Certains des plus beaux moments que j'ai entendus ne sont pas enregistrés. »

Simha Arom est de ceux qui ont la chance de pouvoir vivre de ce métier marginal. Ils sont peu nombreux à pouvoir le faire. Il faut savoir aussi que, parallèlement au travail sur le terrain, de loin le plus intéressant, il y a une grande partie de montage, transcription et rédaction qui doit être faite. Sans parler des multiples conférences.

En novembre 1972, au Théâtre des Champs-Elysées à Paris, les musiciens et les danseurs balinais du village de Sebatu déplacent quinze mille personnes.

La pluralité des musiques acceptée, voici que se posent d'autres problèmes celui du piratage et du voyeurisme, celui du décalage quelquefois pathétique, lorsque, par exemple, un musicien conteur des Seychelles anime le restaurant self-service de la maison de la culture de Rennes, ou que l'on voit des paysans-musiciens malgaches sur la piste du Cirque d'hiver à Paris.

Mais que cela ne nous empêche surtout pas d'écouter ces musiques qui nous viennent des cinq continents. Par le disque, le geste est simple pour se laisser porter par les récits chantés des griots historiens de l'Afrique, ou par les cérémonies religieuses tibétaines. Le choix est immense, dans la production discographique, à l'image de la diversité extrême des musiques non écrites. En Afrique, par exemple, comme dans d'autres civilisations à tradition orale, la musique peut changer (comme le langage) non seulement d'une ethnie à l'autre, mais d'un village à l'autre.

Que ce soit en Asie ou en Afrique, ou même dans certaines parties de l'Europe, la musique remplit de multiples fonctions, indissociables de la vie quotidienne et de la vie spirituelle des hommes. Il y a des chants de travail (pour moudre ou piler le mil, pour filer le coton), il y a des musiques pour les grands moments de la vie (chants d'amour, mariages, initiation), et aussi les musiques de temple (en Orient) et les musiques religieuses. Il y a fonction d'accompagnement, d'inspiration et d'identification.

S'intéresser à ces musiques, les écouter, c'est aussi faire acte politique ; c'est reconnaître l'existence d'autres modes de vie, d'autres modes musicaux, d'un autre « temps » musical.

Le « temps » musical dont on a beaucoup parlé au Centre Beaubourg en février dernier n'est pas celui de l'Inde ni celui de la Nouvelle-Guinée. Il y a quantité d'autres « temps » et des milliers d'autres découvertes à vivre, par l'intermédiaire des ethnomusicologues : il suffit d'aller vers les stands de plus en plus abondants (malheureusement regroupés sous la rubrique « folklore ») de certains grands disquaires.

Paradoxalement, l'ère des instruments électriques et des synthétiseurs a revalorisé les sons purs, naturels, acoustiques. Toute une génération d'oreilles à été récemment assainie, peut-être par un déferlement de décibels. Aujourd'hui ces oreilles se sont débarassées de la notion d'exotisme, elles ont appris à écouter le silence ; elles connaissent, en musique, le goût de la différence.

JOSEPHINE MARKOVITS

REVENEZ, MONSIEUR ZOLA !

Quelle mouche a piqué Zola de prétendre lancer, seul, son pavé dans la mare de l'Affaire ? C'est la question que se posent Stellio Lorenzi et Armand Lanoux en quatre émissions

Il était une fois un écrivain qui rêvait, comme il se doit, d'entrer à l'Académie française. Sans doute y serait-il parvenu, malgré ses origines, ses goûts, son génie populaires, s'il ne s'était pris à son propre jeu. Mais, à force de se pencher sur la misère du monde, il était tombé dedans, il avait fait sienne la cause des humiliés et offensés qui peuplaient son œuvre.

Non content de dénoncer l'injustice par héros interposés, il attaqua lui-même, tête la première, la plus formidable puissance de son temps : l'armée. Résultat : il se mit la moitié de la France à dos (vous devinez quelle moitié). Adieu la paix, adieu la gloire ! Il connut les insultes, les menaces et l'exil. Cet homme s'appelait Emile Zola.

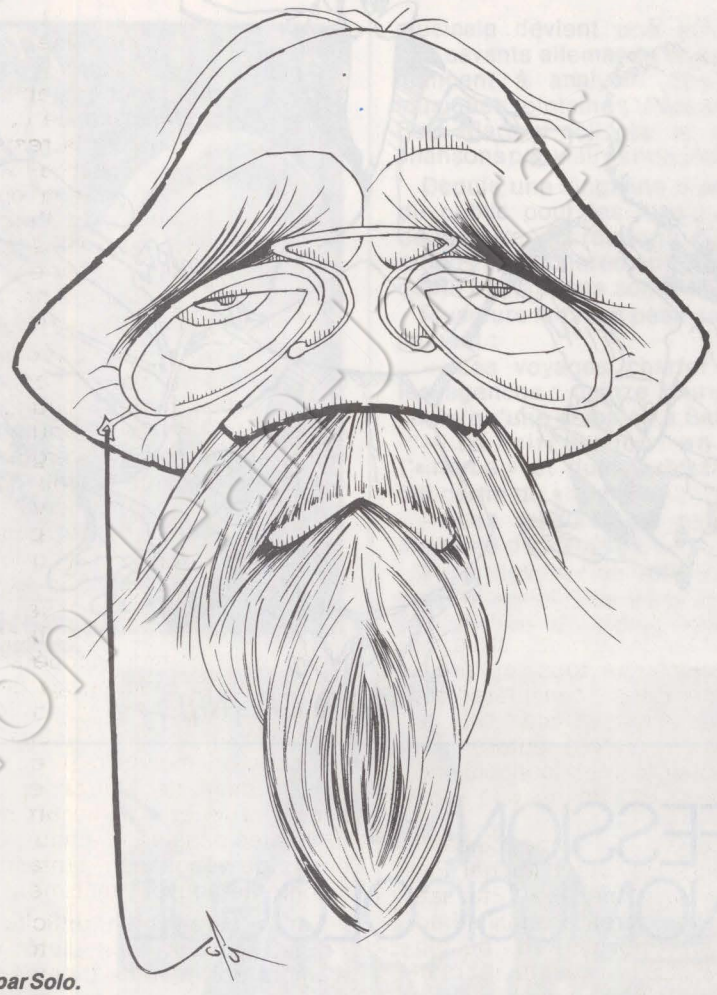
Avec son lorgnon, sa barbichette, son petit ventre douillet sous la chaîne de montre, ce paladin n'avait certes pas la gueule de l'emploi. Ni le tempérament, d'ailleurs. Il craignait la violence et les rhumes. Entre sa forte femme et sa douce maîtresse, il menait une existence paisible, jusqu'au jour où... l'Histoire lui agita l'affaire Dreyfus sous le nez.

Ce moment de la conscience humaine

Il suffisait de fermer les yeux, ou même de n'en fermer qu'un, de se montrer compréhensif, tolérant, un peu lâche si nécessaire. De respecter les institutions. « Non, dit Zola, Je ME respecte. » A-t-on idée ! Et que signifie cette résolution fièrement proclamée : « Je veux vivre tout haut » ? Pour un romancier réaliste, ce sont les partisans de la raison d'Etat contre la raison tout court ; ce sont les généraux qui déclarent : « La vérité, c'est l'affaire des chefs » ; c'est le socialiste Millerand ripostant au socialiste Jaurès qui le presse de s'engager : « Impossible, Dreyfus nous coûterait trente sièges ! »

Quelle mouche a piqué Zola, de prétendre lancer, seul, son pavé dans la mare ?

Telle est la question que s'est posée Stellio Lorenzi. Partant du principe qu'on ne s'éveille pas un beau matin en se disant : « Tiens, aujourd'hui je vais écrire « J'accuse »... », il a, secondé par Armand Lanoux, analysé les dix dernières années de la vie de cet apôtre malgré lui. En quatre émission (les 29 avril, 4, 6 et 11 mai, à 20 h 30, sur Antenne 2), il expose l'itinéraire d'un homme possédé par la passion de la justice. Honneur à celui par qui le scandale arrive ! Debout, au banc des accusés, il incarne « ce moment de la conscience humaine » que devait saluer Anatole France dans son éloge funèbre. Ni les injures, ni les coups, ni même l'ingratitude de la victime pour laquelle il luttait ne ralentiront Zola dans sa course vers la lumière.



Emile Zola, vu par Solo.

« La vérité est en marche, rien ne l'arrêtera », lançait-il, face aux pessimistes, aux prudents.

A l'heure où tant de beaux esprits soupirent : « A quoi bon ? », versant une larme de crocodile sur la victoire de la majorité, l'exemple de l'auteur de « Germinal » éclaire l'avenir. Revenez, Monsieur Zola, nous avons grand besoin de vous !

GABRIELLE ROLIN

Y a d'l'abus !

Interrogé sur la situation politique en France, l'ineffable Serge Dassault, fils de son père, a fait cette réponse de Normand : « Il y a des mécontents et des inquiets partout. Heureusement, il y a plus d'inquiets que de mécontents ! » (T.f. 1, le 11 avril). Grâce aux Dassault, on peut être à la fois mécontent et inquiet.

« Avec le mauvais temps, le président a décidé de se rendre en Bretagne », nous annonce-t-on (le 15 avril sur Antenne 2). A la réflexion, V.G.E. a préféré rencontrer à Courchevel les petits Bretons invités par la municipalité. « Que pensez-vous du président ? », a-t-on demandé à l'un d'eux. « Il est beau », a répondu le courtisan en herbe, au vif soulagement de l'interviewer.

Michel Debré, invité au Club de la presse d'Europe 1 (le 9 avril), a riposté à ceux qui craignaient de voir le R.p.r. effeuillé comme un artichaut par l'U.d.f. : « Tant que je me sentirai vigoureux, je suis persuadé qu'on ne m'effeuillera pas. » Gare à ceux qui s'y risqueraient !

CHRONIQUE DE L'INTOLERANCE

« L'Etat sauvage » quatorze ans après scandalisera-t-il autant ? C'est fort possible : la décolonisation — et ses suites — est toujours un endroit où la mauvaise conscience de la gauche la démange

Tout couronné qu'il ait été par le prix Goncourt cette année-là, le roman « l'Etat sauvage », en 1964, n'avait pas été unanimement bien accueilli, à commencer par la famille politique de l'auteur Georges Conchon : la gauche. N'osait-il pas dire crûment que le départ du colonisateur ne suffisait pas à débarrasser les nouveaux pays indépendants de toutes les tares, de tous les abus, de toutes les injustices, de tous les préjugés ? Sans même vouloir considérer que Conchon parlait d'expérience par lui vécue, certains se crurent autorisés à faire à l'auteur un procès en iconoclasme, au nom du tiers monde bafoué. Pas moins.

Devenu film grâce au jeune cinéaste Francis Girod, au producteur Michel Piccoli et à Conchon lui-même (1), « l'Etat sauvage » quatorze ans après scandalisera-t-il autant ? C'est fort possible : la décolonisation — et ses suites — est toujours un endroit où la mauvaise conscience de la gauche la démange. Et, on le voit bien presque chaque jour, elle n'est pas éteinte, la race de ceux que la dénonciation du scandale choque plus que le scandale lui-même.

Si « l'Etat sauvage » est situé dans un pays africain indéterminé, Girod a, en revanche, soigneusement daté son histoire : c'est au début des années soixante qu'on fait la connaissance de Gravenoire, un de ces résidus aigris restés sur place pour tâcher de parasiter le jeune Etat noir comme ils parasitaient la colonie. Beau portrait de traficoteur, à l'occasion manipulé dans les magouilles foccartiennes dans ce territoire riche en uranium, et plus souvent encore âme damnée de ministres autochtones corrompus.

C'est Gravenoire qui déclenche le premier de la série de drames qui vont survenir : ses intrigues aboutissent à faire éliminer le docteur Doumbé, le seul ministre propre et d'envergure. Ainsi sert-il à la fois les intérêts du gouvernement français, ceux des conservateurs du pays et sa propre vengeance, puisque la maîtresse de Gravenoire, Laurence la scandaleuse, l'a quitté pour Doumbé. Tout cela sous le regard assez cynique du commissaire de police Orlaville, un Européen resté comme coopérant et qui se prend pour un Hemingway de la brousse. C'est pourtant lui qui va sortir de son attitude d'observateur désabusé lorsque surgit, dans ce monde clos et effervescent, Avit, le mari de Laurence, dont la présence va jouer comme un révélateur de toutes les passions : amour, envie, haine, désirs de vengeance, fantasmes sexuels, volonté de pouvoir, racisme...

Car il serait bien difficile de dire si « l'Etat sauvage » est plutôt une histoire d'amour porteuse de thèmes politiques et moraux ou bien une œuvre politique appuyée sur un drame de la passion. Les deux courants, en tout cas, se rejoignent dans le film en un plaidoyer en faveur de la tolérance, où ils sont ensemble englobés : tolérance entre individus, entre hommes et femmes, entre communautés ethniques ou politiques...

L'intolérance, sinon, on en voit les effets : c'est elle qui entretient les querelles tribales grâce à quoi le néo-colonialisme peut s'épanouir. Elle qui permet de manœuvrer une partie de la population contre Doumbé, sous prétexte qu'il trahit sa race en aimant une Blanche. Elle qui fait prendre aux Européens des fusils face à un gamin noir et aux Africains des pierres pour lapider Laurence et Avit. (« Le racisme, commente Francis Girod, est une manifestation de la bêtise, cultivée par les pouvoirs en place. ») Elle, enfin, qui maintient ce malheureux pays dans une situation primitive (à l'« état sauvage ») qui n'exclut pas pour autant que le Pouvoir y soit féroce (un « Etat sauvage », avec majuscule cette fois).

Tout cela, le film le dit sans didactisme appuyé, à coups de notations rapides et colorées. Girod s'est débarrassé des partis pris discutables qui gâchaient un premier film par ailleurs prometteur (« le Trio infernal ») et embourbaient complètement le deuxième (« René la Canne ») : il a su profiter de la trame admirablement serrée du scénario aussi bien que de la puissance des personnages. Et de la dernière scène importante, l'angoissante marche d'Avit et de Laurence dans la poussière surchauffée et dans la haine qui monte inexorablement, Girod et Conchon ont fait un morceau d'anthologie.

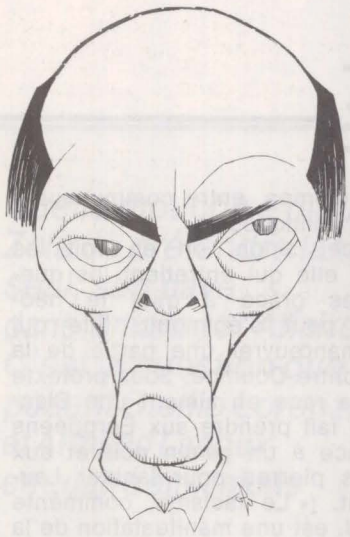
SERGE RICHARD

(1) On notera avec intérêt que ce film a été réalisé en coopérative. Outre un salaire de base, les participants seront rétribués au pourcentage sur les recettes (4 % pour le metteur en scène et les vedettes, 5 % pour les techniciens) ; de même pour les prestations des sociétés techniques et des studios. Ce système de participation a permis d'abaisser les coûts de 11 à 6,5 millions.

La marche d'Avit (Jacques Dutronc) et de Laurence (Marie-Christine Barrault) accompagnés du commissaire Orlaville (Michel Piccoli).



au risque de vous plaire



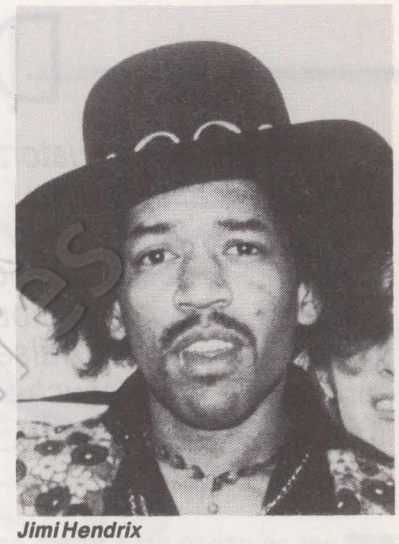
Arnold Schoenberg, vu par Solo.



Manuel de Falla.



Federico Garcia Lorca vu par Solo.



Jimi Hendrix

disques

Modernes / classiques

* Arnold Schoenberg: **« Œuvres pour piano » - Glenn Gould (piano) - un disque CBS - 75675.**

Cinq opus forment l'« Intégrale pour piano » de Schoenberg, soit un disque couvrant une partie de l'évolution du musicien et, en tout cas, ses grandes conquêtes. Glenn Gould y fait preuve d'une liberté surprenante et d'une musicalité que d'autres comme Marie-Françoise Bucquet (Philips) refoulent quelque peu au profit de la rigueur et d'une certaine sécheresse. On peut découvrir Gould à partir de son Schoenberg.

* Alban Berg / Arnold Schoenberg : **« Suite lyrique/La nuit transfigurée » - New York Philharmonic, direction Pierre Boulez. Un disque CBS 76305.**

Deux versions pour orchestre d'œuvres initialement de musique de chambre. Chez Schoenberg, Boulez privilégie le post-romantisme au détriment de l'abstraction et dans les trois mouvements de la « Suite lyrique » il souligne l'aspect extérieur, ici la version du Quatuor Lasalle est préférable (DG).

* Manuel de Falla : **« Nuits dans les jardins d'Espagne. Concerto pour clavecin. Fantaisie bétique » - Giorgy Sandor (piano), Martin Calling (clavecin). Orchestre Symphonique de Radio-Luxembourg, direction Louis de Froment - un disque Vox 36033.**

Si les « Nuits » laissent l'auditeur sur sa faim (Philippe Entremont y coule mieux disque CBS), la méconnue « Fantaisie bétique » l'emporte (Sandor très entraînant) et le Concerto pour clavecin déjà souvent enregistré (cf. Boulez/Igor Kipnis CBS) sonne comme un chef-d'œuvre. Un disque qui ne manque ni d'intérêt ni de qualités.

* Manuel de Falla / Federico Garcia Lorca : **« Chansons populaires espagnoles » - Teresa Berganza (mezzo-soprano), Narciso Yepes (guitare) - un disque Deutsche Grammophon 2530875.**

Pas besoin d'être fan de guitare pour admirer ce disque. Frère ibérique de Bartok, de Falla recrée le folklore ; Lorca, musicien à ses heures, s'en inspire avec moins de génie que son compatriote, et Berganza chante d'une voix évocatrice sans pareil.

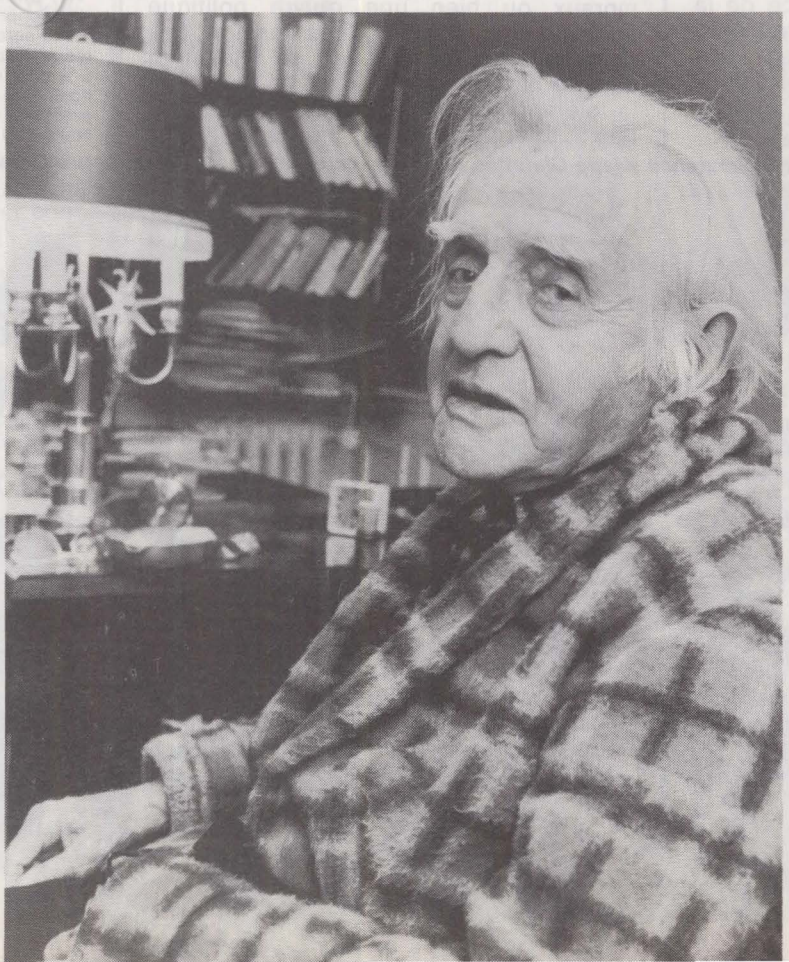
* Jean-Sébastien Bach: **« Cantates BWV 137/190 » - Collegium Aureum. Tölzer Knabenchor, direction Gerhardt Schmidt-Gaden - un disque Harmonia Mundi HM 20318. « Les Concertos brandebourgeois » - Orchestre de chambre de Rouen, direction Jean-Claude Bernède - un coffret deux disques Chant du monde LDX 78651/52.**

Belles cantates, mais interprétation et enregistrement passables, chœurs d'enfants aucunement convaincants. Qu'est-il arrivé au Collegium Aureum ? Quant aux versions des Brandebourgeois, elles sont inépuisables. Celle de

à ne pas manquer

La voix de Louis Guilloux

Le dernier livre de Louis Guilloux (voir notre entretien avec lui dans notre numéro 282) vient de paraître : « Coco perdu » (Gallimard). Ni roman ni récit. Guilloux le qualifie lui-même d'« Essai de voix ». Une voix qui, malgré les quatre-vingts ans de l'auteur, porte fort et juste. Histoire parlée : c'est le ton de l'œuvre, c'est le monologue d'un homme qui se raconte à lui-même sa vie au moment où sa femme vient de le quitter ; provisoirement ou définitivement ? Il évolue dans le monde d'un petit peuple plus désespéré que résigné, plus jovial par habitude qu'amer par philosophie : gens de la rue, clients de restaurant, rencontres de bistrot. Faut-il vieillir en s'emmerdant ainsi ? Faut-il se sentir en exil chez soi ? La vie ne pourrait-elle pas être autre chose que ce triste quotidien ? Sans phrases grandiloquentes, avec des mots de tous les jours, « Coco perdu » est un poignant appel à la lucidité. Et au changement.



Le rock synthétique de Genesis

Voici le dixième album du groupe Genesis : « And then there were three » (Charisma 910 312 11, distribution Phonogram). Depuis douze ans, Genesis, formation anglo-saxonne, construit un rock aux mélodies veloutées. Trois départs successifs de trois de ses musiciens n'ont pas entamé son style : claviers,

Rouen n'apporte rien aux précédentes, malgré l'excellente qualité des solistes (Huguette Dreyfus, Christian Lardé, etc.).

*** Luigi Boccherini : « Quatuors à cordes en ré majeur op.6 n° 1 et en mi bémol majeur op.58 n° 2 et op.6 n° 3 » - Quartetto Italiano - un disque Philips 9500 305.**

De cet Italien de Madrid (1743-1801), la musique de chambre a le plus grand impact. Ce n'est que justice, après un long oubli. L'op.58, par exemple, est d'une beauté rare, exceptionnellement servie par les Italiens. Admirable !

Jazz

*** Jimi Hendrix : Experience ; More experience (Vogue 782 et 30 148).**

Cette bande-son du film du même nom constitue l'ultime enregistrement (inédit) de celui qui révolutionna la guitare électrique.

*** Zappa in New York (Wea 69 204).**

Le délire joyeux de l'hénaurme Frank Zappa en direct. Et quand son rock rejoint le jazz à travers cuivres et saxos, c'est un chef-d'œuvre nommé « Purple Lagoon ».

guitares et percussions se fondent toujours en une belle synthèse musicale. Genesis s'obstine à rester sur le terrain du rock. C'est assez rare.

Les festivals déjà : Albi

Albi = musée Toulouse-Lautrec, on le sait. Sait-on assez qu'en 1978 ce musée accueillera, de la mi-juin à la mi-septembre, une exposition Steinlen dans le cadre du festival musical d'Albi, qu'anime Jean-Pierre Wallez et qui se déroule entre le 22 juillet et le 11 août à raison de trois cycles d'une semaine chacun.

Au programme, des œuvres de Jean-Jacques Rousseau (bicentenaire oblige), mais également des œuvres que Jean-Jacques aimait, telles ces « Femmes vengées » de Philidor, trois concerts de Jean-Sébastien Bach et deux de Vivaldi avec l'Ensemble instrumental de France, que dirige Jean-Pierre Wallez, une journée Schubert (cent cinquantenaire oblige), l'intégrale en deux soirées des concerti pour instruments à vent de Mozart, etc.

Pour tout renseignement, écrire au Festival de musique d'Albi, 45, route de Cordes, 81000 Albi. Tél. : (63) 56.76.78.



vendredi 21 avril

T.F. 1

« Amphitryon 38 » : la mythologie grecque déguisée par Giraudoux, avec Simone Valère et Jean Desailly (20 h 30).

Questionnaire : la Justice mal aimée, défendue par le juge Braunschweig (22 h 10).

A. 2

« La Vie d'artiste » : comédiens et écrivains décrivent à Pivot la difficulté d'être saltimbanques (21 h 35).

« Salomé » : Ludmila Tcherina en vamp orientale revue par Oscar Wilde (22 h 50).

F.r. 3

L'atome d'après-guerre : de 1946 à 1977, la course aux armements nucléaires (21 h 35).

samedi 22 avril

A. 2

« Maigret et le marchand de vin » : un Simenon intimiste (20 h 35).

F.r. 3

« Bataille pour les lavandes » : un écologiste allemand défend la Provence contre des vandales (20 h 30).

« Le Pré de Béjine » : drame paysan d'Eisenstein, bruit et fureur dans les kolkhozes (22 h).

dimanche 23 avril

T.f. 1

« Le Jeune Homme et le lion » : Jean Anouilh chez Charlemagne (17 h 55).

« L'Aigle solitaire » : Alan Ladd pacifie l'Ouest à la barbe d'un chef indien (20 h 30).

Les grands mystères de la musique : les enfants prodiges (21 h 15).

A. 2

Chili Impressions : au bonheur des généraux, travail, patrie, famille et mort à ceux qui rouspètent. Un document qui fait honneur à la télé. On comprend que l'ambassade du Chili ait tenté de le faire interdire (21 h 40).

F.r. 3

« La Grève », film d'Eisenstein sur la révolte de métallos russes en 1912 (22 h 40).

lundi 24 avril

T.f. 1

L'avenir du futur : débat sur les mystères du monde végétal (20 h 30).

« La Chose d'un autre monde » : film de science-fiction. Un extra-terrestre surgelé sème l'émoi en Amérique (21 h 30).

A. 2

Hommage à Joseph Delteil, un écrivain qui n'en fit qu'à sa tête... et l'avait bonne (21 h 35).

mardi 25 avril

T.f. 1

« Désiré Lafarge » : série policière d'Alain Franck. Un retraité de la S.n.c.f. sur la piste des pilleurs d'église (20 h 30).

A chacun ses vacances : un Américain et un Finlandais tentent de ressusciter Saint-Guilhem-le-Désert (22 h).

A. 2

« R.a.s. » : film d'Yves Boisset sur la guerre d'Algérie. Pour suivre : un débat sur le rôle du contingent (20 h 30).

F.r. 3

« La Steppe » : film franco-italien d'Alberto Lattuada, sur les mésaventures d'un jeune bourgeois en route pour le collège (20 h 30).

mercredi 26 avril

T.f. 1

« Claudine en ménage » : un marin complaisant favorise les frasques de son épouse (20 h 30).

Journal de voyage d'André Malraux à la recherche des arts du monde entier (22 h).

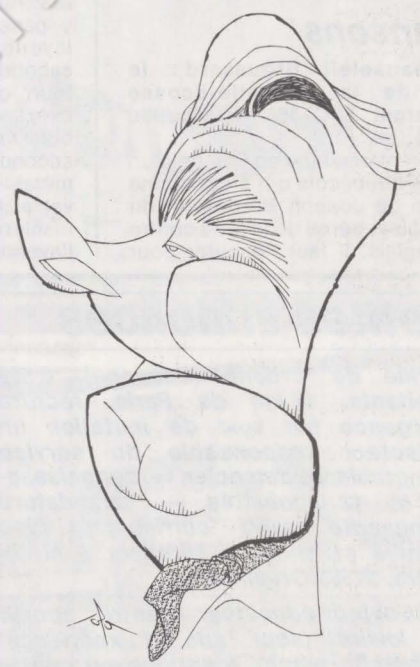
A. 2

Football : Bastia-Eindhoven (20 h 30).

Question de temps, magazine d'actualité (22 h 15).

F.r. 3

« La Bataille de la Neretva » : la Résistance yougoslave, avec Yul Brynner en partisan de choc (20 h 30).



Alan Ladd, vu par Solo.

jeudi 27 avril

A. 2

Grand Echiquier : Robert Hossein, invité d'honneur de Jacques Chancel (20 h 30).

F.r. 3

« Un crime ordinaire » : film allemand de Volker Schlöndorff dénonçant les dangers de l'adultère (20 h 30).

*** Stan Wiezniak (Eleven 01111).**

Une musique différente peut-elle naître de mots usés ? Oui, apparemment : regardez « ce pan de ciel massicoté tant par le haut que par le bas... »

*** Eddie Henderson ; Paul de Souza (Capitol 068-85 240 et 208).**

Une nouvelle collection de « jazz-rock ». Si le trompettiste Henderson n'est guère convaincant, en revanche de Souza parcourt avec chaleur toutes les possibilités du trombone.

*** Harry Edison : Simply Sweets (Pablo 2310-806).**

L'« esprit Count Basie » retrouvé à merveille par Edison dans son dialogue avec un autre ancien de cet orchestre, le ténor Eddie Lockjaw Davis.

*** Zoot Sims meets Jimmy Rowles (Pablo 2310-803 ; Stan Getz at Montreux 1972 (Polydor 2335-179).**

Les deux cadets de Lester Young n'ont pas pris une ride. Sims regorge d'idées et de sensibilité. Tout comme Getz, qui avait trouvé là — outre une rythmique de rêve — l'occasion de se frotter à forte personnalité : le pianiste Chick Corea.

*** Jacques Thollot (Musica 3021).**

Thollot-Kessier-Guérin-Vasconcellos : d'abord, une grande fête de percussions. Mais aussi d'intéressantes recherches sur les mélodies et sur l'utilisation, genre Ellington, d'une voix féminine.

*** Georges Benson : Weekend in L.A. (Warner Bros 66 074).**

L'Amérique fait de Benson sa coqueluche, comme jadis pour King Cole, dont d'ailleurs il s'inspire. Et, plus encore que chanteur, c'est un guitariste surdoué. On ne résiste pas.

* **Sammy Walker (Chant du monde FWX 55 310).**

Le tout jeune successeur de Guthrie, Dylan et Phil Ochs, qui dédie sa musique aux prisonniers de Géorgie, aux pauvres chassés de chez eux et à Patty Hearst.

* **Presgurvic (Moshe Naïm 10 029).**

Sous une pochette d'Appéré, une révélation : la voix généreuse de Presgurvic tressée au travail d'une subtile équipe musicale (Eddy Schaff, Petersen, etc.)

* **Electric Light Orchestra (United Artists 823 L 2).**

Un prochain concert (le 15 mai) devrait faire connaître en France ce groupe rock, avatar des anciens Move, très impressionnant en disque.

* **Dizzy Gillespie at the Spotlite (Hifly 01).**

Le grand orchestre de 1946 à son sommet, sur scène. Gillespie éblouissant et des comparses qui se nomment Monk, Stitt, John Lewis, Milt Jackson ou Sarah Vaughan.

* **Alain Silva : Inner song ; Kent Carter solo (Sun Records 005 et 106).**

Toutes les ressources de leur instrument offertes en solo par deux grands contrebassistes, qui les ont également « mixées » au piano, au violoncelle, à l'orgue tenus aussi par eux.

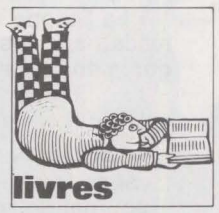
Chansons

* **Beausoleil Broussard : le Réel de la Nouvelle-Ecosse (l'Escargot ESC 351, distribution C.b.s.).**

Le premier album en France d'un groupe québécois qui s'est donné le nom de Joseph Broussard, dit Beausoleil, héros de la lutte contre les Anglais. Il faut l'écouter pour découvrir le patrimoine traditionnel de la chanson québécoise. Il faut l'écouter pour la voix d'Isabelle Roy, la seule femme du groupe.

* **La Chifonnie : Valse des balançoires (Hexagone 883008, distribution W.e.a., Filipacchi).**

Ce groupe tient son nom d'un instrument qui fut l'ancêtre de la vielle à roue. Il est allé chercher ses chants traditionnels un peu partout : en pays d'Anjou, dans la Drôme, en pays poitevin, au Québec, etc. Vocalement parlant, c'est superbe. Surtout gâce à la voix étrange d'Hal Collomb.



Histoire

* **André Velter et Marie-José Lamothe : le Livre de l'outil ; deux tomes (Denoël-Gonthier).**

Outil ? « Instrument de travail manié par la main même de l'ouvrier », lit-on dans le dictionnaire. Les auteurs remontent donc aux origines de l'agriculture et aux premières sociétés agraires. Puis tous les métiers du bois y passent : menuisier, ébéniste, layetier, charpentier, charron, sabotier, tonnelier, vannier, sculpteur, graveur et luthier. Le premier volume traitant ainsi des outils de la terre et du bois, le second porte sur les outils du métal, de la pierre, du cuir et du verre. Cet ouvrage constitue une manière originale de raconter l'aventure humaine.

* **Lorand Gaspar : Histoire de la Palestine (François Maspero).**

Pour mieux comprendre un des aspects essentiels du conflit du Moyen-Orient : le destin du peuple palestinien.

* **Michèle Bertrand : Histoire et théories économiques (Editions sociales).**

Où l'auteur confronte les économistes classiques (Ricardo, Malthus, Say, Smith) et les théoriciens modernes de la croissance (Keynes, Schumpeter, Rostow, Galbraith) à Marx.

* **Emmanuel Le Roy Ladurie : le Territoire de l'historien, tome 1 (Gallimard, collection Tel) et tome 2 (Gallimard, collection Bibliothèque des Histoires).**

Réédition du premier volume, sortie du second. Le but de Le Roy Ladurie n'est pas de définir des limites à l'investigation de l'historien, mais plutôt de proposer de nouvelles méthodes de recherches. Ce qui fixe peu à peu les positions de ce que l'on appelle déjà l'Ecole des Annales.

* **Francisco Franco Salgado-Araujo : Franco au jour le jour (Gallimard, collection Témoins).**

Le cousin du caudillo, qui fut le chef de sa maison militaire, livre ici le journal intime de ses conversations avec Franco. Un document brut à ajouter à l'accablant dossier d'une dictature.

* **Jacques Debû-Bridel : De Gaulle et le Conseil national de la Résistance (Editions France-Empire).**

Un des seize membres fondateurs du C.n.r. témoigne. Quelques documents d'archives inédits.

* **Jean-François Chabrun : le Bon Etat (le Sagittaire).**

Les idées de 1789, un brin de folie en plus : c'est ce que produisit Cola di Rienzo, dit Renzi, avec son « Bon Etat », au XIVe siècle. Il inspira son premier opéra à Wagner. Et Mussolini « récupéra » quelques-uns de ses rêves...

* **Pierre Rentchnick, André Haynal et Pierre de Senarclons : Les orphelins mènent-ils le monde (Stock).**

Un problème psycho-historique : ceux qui gouvernent en viennent-ils là par compensation ? Les frustrations individuelles et les complexes affectifs nourrissent-ils la volonté de puissance ? Les auteurs, médecins, tentent de répondre à travers quelques exemples célèbres.

* **Jürgen Fuchs : Souvenirs d'interrogatoires (Gallimard, collection Témoins).**

Le cas d'un dissident en Allemagne de l'Est. Son livre a obtenu le prix international de la Presse, au Festival de Nice 1977. Son aventure « historique » appartient encore, hélas, à l'actualité.

* **William Laird McKinlay : Karluk (Editions maritimes et d'outremer).**

1913 : le navire « Karluk » est pris dans les glaces polaires au nord de l'Alaska. A son bord, vingt-cinq hommes, dont McKinlay, qui a survécu et raconte aujourd'hui l'une des premières expéditions arctiques.

* **Michel Mollat : les Pauvres au Moyen Age (Hachette).**

Du Ve au XVe siècle. Les pauvres secourus par l'Eglise : affligés ou malades. Les gueux : parasites, marginaux, vagabonds, réfractaires au travail. Les pauvres laborieux : essentiellement les paysans. Et comment la charité devient sélective, donc obligatoirement assassine.

Petites annonces

Ville de Crosne (Essonne), 6 500 habitants, 17 km de Paris, recrute d'urgence par voie de mutation un rédacteur responsable du service comptable et financier — connaissance M. 12 souhaitée —, candidature manuscrite avec curriculum vitae détaillé et photo à adresser à M. le Maire, 91560 Crosne.

Directeur-éducateur centre sportif et loisirs (sept ans d'expérience) recherche emploi identique ou centre de vacances, classe verte, nature, etc. Nombreuses possibilités et disciplines proposées. Tél. à M. Boureau : 886-61-80.

Yougoslavie : village bord mer, 750 km frontière française. Deux semaines, 730 F (réduc. pour enfants). Arvel, 12, cours des Brotteaux, 69006 Lyon.

Grèce: voyage en avion ou dans votre voiture. Départ de Paris ou de Lyon. Deux semaines, 1 690 F, avion compris. Arvel, 12, cours des Brotteaux, 69006 Lyon.

Pour diffusion « les Grands Révolutionnaires », cherchons hommes et femmes libres tout de suite et disposant d'un véhicule. Emploi stable. Formation assurée. Fixe et commissions. Possibilité mi-temps sur région parisienne. Ecrivez à : J.-J. Schoemann, Editions Martinsart, 58, rue des Capucins, 41200 Romorantin.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron, 21, av. F.-Drouet 02310 Charly-sur-Marne

De 20 à 24 F T.T.C. départ

Prix pour comités et collectivités Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97.

presse-édition publicité

c'est une réalisation

nouvagapresse

209, rue d Arras _ Lille
Tél 52 01 09

faites connaître votre ACTION

faites connaître votre REGION

par l'intermédiaire

DE NOTRE SOCIETE

S.E.C.

SOCIETE D'ENTREPRISES DE CANALISATIONS

145, avenue de Saint-Ouen, 75 - PARIS 17e.

Centre de travaux : 56 - LORIENT, 25, rue Brizeux.

Tous travaux de canalisations :

EAU - GAZ - ASSAINISSEMENTS ETUDES ET PROJETS

S.A. au capital de 2 000 000 de francs.

R.C. Seine 56 B 11-392

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

merlin S.A.

POUR VOTRE RESIDENCE PRES DE LA MER

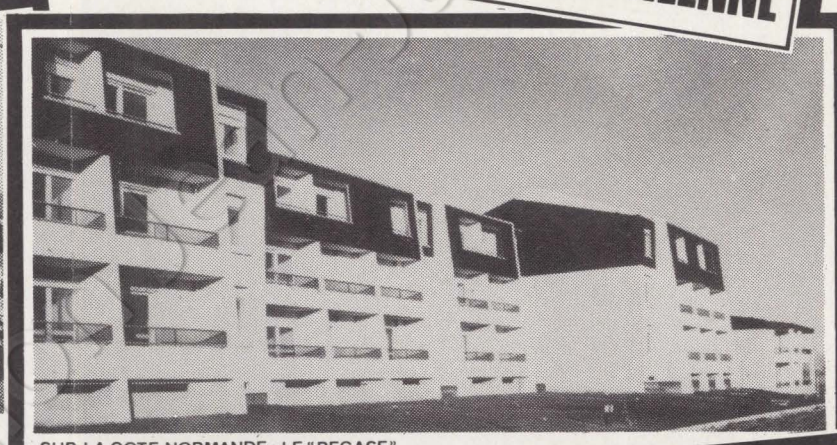
DES AFFAIRES EXCEPTIONNELLES

COTE NORMANDE
COTE VENDEENNE
COTE AQUITAINE
COTE MEDITERRANEENNE

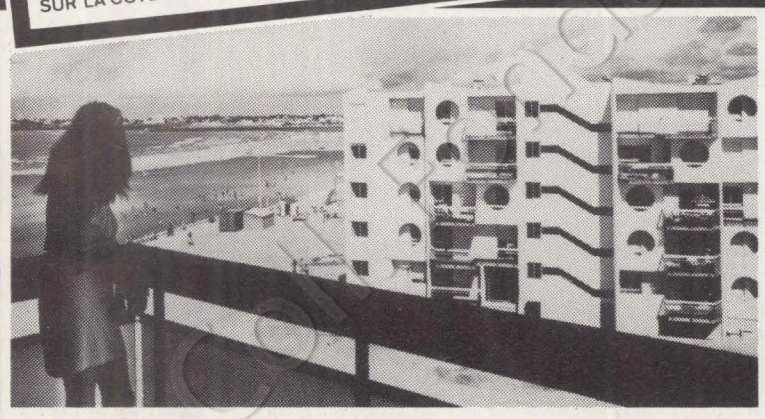
QUELQUES EXEMPLES DE NOS REALISATIONS RECENTES :



SUR LA COTE NORMANDE : LE "CAP-HORN"



SUR LA COTE NORMANDE : LE "PEGASE"



SUR LA COTE VENDEENNE : SAINT-GILLES 2000



SUR LA COTE AQUITAINE : MERLIN-AQUITAINE

ET TOUJOURS LES FAMEUX

PRIX-MERLIN !

qui font la réputation de Merlin s.a année après année !..

RENSEIGNEZ-VOUS SUR TOUS NOS PROGRAMMES

AVEC SEULEMENT UN PREMIER VERSEMENT DE 5 % A LA RÉSERVATION, 15 % A LA SIGNATURE DES ACTES NOTARIÉS ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITÉ DE CRÉDIT BANCAIRE PERSONNALISÉ A LONG TERME.

BUREAUX DE PARIS
31 RUE DE RIVOLI 75004
(ANGLE PLACE DE L'HOTEL DE VILLE)
METRO HOTEL DE VILLE
Bureaux ouverts tous les jours de 9 h à 19 h sauf dimanches

TELEPHONE
277.11.13

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER
31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes.

Nom .....

Adresse .....

.....



Encore une bonne farce aux infidèles. Nous, les templiers, on sait vivre. Et notre banyuls, le Templers, n'est pas fait pour les incroyants : c'est la fine fleur du banyuls, vieilli 2 ans au moins en fût de bois dans nos caves millénaires.

Quand on obtient une bouteille d'un pareil joyau, on a intérêt à se la tenir à deux mains.

Banyuls Templers.
L'héritage des bons vivants.

CREHALET FOUJOT ROBERT PARTNERS